

# REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

**LUNDI 17 FÉVRIER 2014**

---

**TOME VI**

**Attribution d'un marché à procédure adaptée:  
Conception et commissariat général 2014-2015 des  
expositions du Pavillon Populaire**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la qualité de la programmation des expositions photographiques présentées au Pavillon Populaire est, entre autres, le fait d' une ligne artistique à long terme proposée par un éminent spécialiste de la photographie ;
- Qu'il convient de choisir une direction artistique pour les quatre prochaines expositions présentées au Pavillon Populaire, de janvier 2014 à mai 2015 ;
- Que, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, ce marché (mapa 3D0625), compte tenu de son objet, peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- De confier à Monsieur Gilles MORA la conception et le commissariat général des expositions du Pavillon Populaire pour la période 2014-2015 ;
- D'approuver la convention jointe en annexe, pour un montant de 20 000 € d'honoraires et 17 000 € maximum de frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sur présentation de justificatifs;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02/01/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 03/01/2014  
Notifiée le :

## CONVENTION DE COMMISSARIAT D'EXPOSITION

### ENTRE LES SOUSSIGNES:

Monsieur Gilles MORA  
Demeurant : 74, Chemin de Franchinet, 47310 BRAX

N° sécurité sociale: 145052456800517

ci-après dénommé (e) " **LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION** "

D'UNE PART,

**ET**

### LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant *ès-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

- Conception et commissariat général d'un programme de quatre expositions en 2014-2015 pour le Pavillon populaire - espace photographique de la Ville de Montpellier.
- Commissariat direct de deux expositions en 2014 pour cet équipement municipal

Expositions prévues pour 2014 :

1 – « *Linda McCartney : it's not only rock n' roll* ». Du 7 février au 4 mai 2014. Commissariat : Gilles Mora et les membres de la famille McCartney en collaboration avec Claudia Schmid de la société LEL.

2 – « *Patrick Tosani, œuvres récentes* ». Exposition monographique. Du 26 juin au 02 novembre 2014.  
Commissariat : François Cheval.

3 – « *Rétrospective Aaron Siskind*. Exposition monographique en coproduction avec le Center of Creative Photography de Tucson (Arizona). Du 20 novembre 2014 à février 2015. Commissariat : Gilles Mora.

4 – « *L'Homme et la machine* ». Exposition collective sur la photographie industrielle moderne de février à mai 2015 (dates à définir.) Commissariat : Urs Stahel

Ces expositions seront présentées au Pavillon Populaire - espace photographique de la Ville de Montpellier, sis Esplanade Charles-De-Gaulle, à Montpellier, de février 2014 à février 2015.

gmr

1040



## ARTICLE 2 – MONTANT DU COMMISSARIAT :

L'ORGANISATEUR versera au COMMISSAIRE D'EXPOSITION pour la conception du programme d'expositions 2014-2015, la coordination des expositions 2014 et le commissariat direct de deux expositions du Pavillon Populaire citées ci-dessus en 2014, la somme de 20 000 € nets (vingt mille euros nets.)

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de la Ville pour un montant maximum de 17 000.00 €, sur présentation de justificatifs. En cas de déplacement à l'étranger, une avance sur frais, d'un montant maximum de 3 000.00 € par voyage, pourra être consentie au commissaire d'exposition. Cette avance sera obligatoirement justifiée *a posteriori* par des factures. Au cas où les justificatifs présentés ne couvriraient pas le montant de l'avance accordée, la différence sera automatiquement déduite du remboursement de frais suivant.

## ARTICLE 3 - RÉGLEMENT

Premier versement : 8000 € à la signature du contrat – décembre 2013.

Deuxième versement : 6000 € - avril 2014.

Troisième versement : 6000 € - octobre 2014

Compte : N° 00003691344

Agence : BNP PARIBAS

Adresse : 61, avenue Michel Ricard, 47520 Le Passage d'Agen

Les factures, accompagnées du bon de commande, devront être envoyées à l'adresse suivante : Mairie de Montpellier, Département Modernisation, Direction des Finances et du Contrôle de Gestion, 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

## ARTICLE 4 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION



Gilles MORA

L'ORGANISATEUR

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué

Philippe SAUREL

Adm



## CONTENTIEUX

### Référé-préventif élargissement avenue du Pont Trinquat

#### Décision de défendre

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que des travaux d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat vont être engagés par la commune ;
- Qu'il est nécessaire de faire constater l'état de certaines propriétés riveraines (parcelles DS37, DS659, DS701, DS43, DS117 et DS652) au préalable ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 30/12/2013  
Notifiée le :

**Référé préventif  
Travaux de démolition 168 impasse d'Arcole**

**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- qu'en prévision des travaux de démolition au 168 impasse d'Arcole, la Ville demande au tribunal la désignation d'un expert afin de constater l'état des propriétés avoisinantes avant le démarrage des travaux ;

**Décide en conséquence :**

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. Vinsonneau-Paliès – Noy – Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 27/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 30/12/2013  
Notifiée le :



**Construction Salle de Boxe Jean Farré  
Avenant n°1 à la Mission de maîtrise d'oeuvre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des Marchés publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2012/2893 du 17 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL ;

**Considérant :**

- que dans le cadre de la construction de la future salle de boxe Jean Farré située dans le quartier Figuerolles, une mission de maîtrise d'œuvre a été attribuée à Monsieur DELGADO pour un montant de 36 100 € HT (sans option) par décision n° 2012/0242 ;
- que dans le cadre de l'opération ANRU sur le quartier « Cité Gély », un projet de réaménagement des espaces publics aux abords de la future salle de boxe est à l'étude par la Ville ;
- que dans un souci de cohérence des aménagements tant en terme spatial que technique, il a été demandé à la maîtrise d'œuvre d'intégrer un niveau de contraintes supplémentaires et d'anticiper certains aménagements extérieurs ;
- que compte tenu de l'augmentation du montant des travaux, il est proposé un avenant n° 1 afin d'augmenter la rémunération du maître d'œuvre de 6 650 € HT., ce qui porte le montant du marché de 36 100 € H.T. à 42 750 € H.T., soit une augmentation de 18,42 %.

**Décide en conséquence :**

- d'adopter l'avenant n°1 au marché 2M307 « Construction de la salle de boxe Jean Farré » conclu avec Monsieur DELGADO. Le montant de cet avenant s'élève à 6 650 € HT.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville de Montpellier Ligne 23266 – Nature 2031 – Fonction 904 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur le Conseiller Spécial à signer l'avenant n°1 plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le**

**Pour Madame le Maire, Monsieur le conseiller municipal  
délégué**  
Patrick VIGNAL

**Publiée le :  
Notifiée le :**

14/11



# AVENANT N° 1

## A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

### Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

### Titulaire du marché : Groupement de maîtrise d'œuvre :

- **Agence d'architecture Daniel Delgado, mandataire**  
10, rue des Amarilys  
34000 MONTPELLIER
- **ECONOMISTE, BCC**  
5-7, rue Etienne Cardaire  
34000 Montpellier
- **DURAND, BET fluides et électricité**  
Pyramide Alco 13  
856 rue d'Alco  
34 070 MONTPELLIER
- **B.A.S.E, Etudes de structure**  
298 rue d'Alco  
34080 MONTPELLIER

## B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché : Construction de la salle de boxe Jean Farré*

*N° du marché : 2M307*

*Notifié le : 26 juin 2012*

*Montant initial du marché : 36 100, 00€ HT Euros*

*Date de la décision autorisant la signature de l'avenant : 18/06/2012*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de prendre acte de l'augmentation des honoraires de maîtrise d'œuvre pour le motif suivant :

Dans le cadre de l'opération ANRU sur le quartier « cité Gély », un programme de réhabilitation est en cours. Plus précisément, un projet de réaménagement des espaces publics aux abords de la future salle

de boxe est à l'étude par la Ville (Mission Grand Cœur/Direction du Génie Urbain). Dans un souci de cohérence des aménagements tant en terme spatial que technique, il a été demandé à la Maîtrise d'œuvre d'intégrer un niveau de contraintes supplémentaires et d'anticiper certains aménagements extérieurs. Compte tenu de l'augmentation du montant des travaux, la rémunération du Maître d'oeuvre doit être ré-évaluée en fonction.

## ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à **6 650.00 € hors taxes comme suit :**

**Montant travaux initial :** 380 000€ HT  
(9.5% base, visa, synthèse, OPC) = 36 100.00 € HT

**Avenant n°1 :**  
Montant travaux supplémentaire 70 000 € HT  
Soit nouveau montant travaux : 380 000 + 70 000 = 450 000 € HT  
(9.5% base, visa, synthèse, OPC) : 42 750,00 € HT

Le montant du contrat est donc porté à **42 750.00 € HT** soit une augmentation de **18.42 %** par rapport au montant initial du marché.

## ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## ARTICLE 4 : Durée du marché

Non modifiée

### D. Signatures des parties

A Montpellier, le

Le Maître d'Œuvre,

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué,

1046

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera (ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A Montpellier, le



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n°2013/386

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ GUEMAR Fathia**  
**Réparation du préjudice résultant de la réalisation de**  
**la ligne 2 du tramway**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que Mme Fathia GUEMAR affirme avoir subi un préjudice du fait de l'existence de désordres résultant de la réalisation de la ligne 2 du tramway ;
- qu'elle a déposé une requête auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 27/09/2013 sous le n°1304573-4, en vue d'obtenir réparation du préjudice évoqué ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Max LEVITA

Publiée le : 30/12/2013  
Notifiée le :

**ASSURANCE  
CONTRAT FLOTTE AUTOMOBILE SMACL 34 944  
/ H**

**AVENANT n°0001 de régularisation prime exercice  
2013**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que le contrat garantissant les véhicules de la Ville prévoit une prime annuelle dont le montant est ajustable à chaque exercice en fonction de l'évolution du parc automobiles ;
- Qu'au vu de l'évolution dudit parc au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 11 décembre 2013, la prime de régularisation s'élève à la somme de 12 499,65€TTC ;
- Que notre assureur nous fait parvenir l'avenant entérinant les modifications intervenues.

**Décide en conséquence :**

- d'adopter l'avenant de régularisation concernant la période du 01/01/13 au 11/12/13 qui prévoyait le paiement d'une prime de 12 499.65€
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 616-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 27/12/2013**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA**

**Publiée le : 30/12/2013**

**Notifiée le :**



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2013/388

**Contentieux**  
**Mme Emilie IBANEZ**  
**Recours indemnitaire du fait du préjudice résultant du  
non renouvellement de son contrat**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Madame Emilie IBANEZ a introduit une requête (n°1305655-3) en vue d'obtenir réparation du préjudice allégué du fait du non-renouvellement de son contrat ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 30/12/2013  
Notifiée le :



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° **2013/1389**

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour des prestations de services d'assurances**  
**Lot n°1 - Assurance Protection Juridique**  
**Lot n°2 - Assurance Tous risques Expositions**  
**Lot n°3 - Assurance individuelle accident.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que les contrats d'assurances de la Ville « Protection juridique des agents et des élus », « Tous risques expositions », « Individuelle Accident » arrivent à expiration le 31 décembre 2013.
- Qu'une consultation a donc été lancée en application du code des marchés afin de disposer de nouveaux contrats au 1<sup>er</sup> janvier 2014.
- Qu'après examen et analyse les offres suivantes sont apparues comme les plus économiquement avantageuses pour la Ville :  
Lot n°1 Protection juridiques des agents et élus – Compagnie CFDP Assurances 1 bis rue Saint Jean 14 000 CAEN / Les assurances de la croix Carrée 173 rue Lavoisier 50180 AGNEAUX (Courtier)  
Lot n°2 Tous risques expositions – Compagnie Axa Art, 19, rue d'Orléans 92 200 NEUILLY SUR SEINE / Gras Savoye SA 33 quai de Dion- Bouton, CS 7001 92814 PUTEAUX CEDEX (courtier)  
Lot n°3 Individuelle Accident – Compagnie Albingia, 109 rue Victor Hugo 92532 LEVALLOIS PERRET CEDEX / Sarre et Moselle 17 avenue Poincare 57 400 SARREBOURG (courtier)

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité pour une durée de 5 ans compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 à :

Lot n°1 Protection juridiques des agents et élus – Compagnie CFDP Assurances 1 bis rue Saint Jean 14 000 CAEN / Les assurances de la croix Carrée 173 rue Lavoisier 50180 AGNEAUX (Courtier)  
pour une prime annuelle TTC de 2309,71 €.

Lot n°2 Tous risques expositions – Compagnie Axa Art, 19, rue d'Orléans 92 200 NEUILLY SUR SEINE / Gras Savoye SA 33 quai de Dion- Bouton, CS 7001 92814 PUTEAUX CEDEX (courtier) pour :

- l'offre de base (garantie séjour prime taux HT 0,0608 ‰ de la valeur assurée
- garantie transport prime France taux TTC 0,240‰ objets fragiles/ 0,160‰ objets non fragiles

prime Europe taux TTC 0,300 ‰ objets fragiles / 0,200 ‰ objets non fragiles  
prime Monde entier taux TTC 0,600 ‰ objets fragiles / 0,400 ‰ objets non fragiles

- PSE n°1 « expositions permanentes » 319,34 € prime forfaitaire HT annuelle
- PSE n°2 « mise à disposition d'œuvres » 192,05 € prime annuelle HT

Lot n°3 Individuelle Accident – Compagnie Albingia, 109 rue Victor Hugo 92532 LEVALLOIS  
PERRET CEDEX / Sarre et Moselle 17 avenue Poincare 57 400 SARREBOURG (courtier) pour une  
prime annuelle de 6 373,24 € TTC.

- De dire que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction 616 – 920 200.
- D'autoriser madame le Maire ou son adjoint délégué à signer ce marché ainsi que tout acte relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 30/12/2013  
Notifiée le :



## Fourniture de mobilier pour la Cité des Métiers

### Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des marchés publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R en date du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire délégué au quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine, à l'économie des ressources et des énergies ;

### Considérant :

- Qu'il est nécessaire de commander du mobilier pour la Cité des Métiers ;
- Qu'en conséquence, un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 3B0990 ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la société ESPACE LE PAPE RANVIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

### Décide en conséquence :

- L'offre de la société ESPACE LE PAPE RANVIER – Le Rio, 11 Font de la Banquière, 34970 LATTES – est retenue.  
Le montant du marché est :
  - Tranche ferme : 24 800,17 € HT (= 24 685 € + Eco contribution 115,17 €)
  - Tranche conditionnelle : 1 855 € HT
- La dépense sera imputée sur le budget de la ville de Montpellier – Chapitre : 905 209.
- Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 10/01/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 13/01/2014  
Notifiée le :



**Tennis de la Paillade**  
**Convention d'occupation du domaine public**  
**Ville de Montpellier – Association « Tennis Club**  
**Paillade »**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la décision du 8 Janvier 2010 autorisant la signature d'une convention de mise à disposition des terrains de tennis la Paillade à l'Association « Tennis Club Paillade » ;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 4 Octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de reconduire l'autorisation d'occupation du domaine public relatives aux terrains de tennis de la Paillade à l'Association « Tennis Club Paillade » telle que prévue dans la convention du 8 Janvier 2010, pour l'année 2014 ;

**Décide en conséquence :**

- de reconduire la convention d'occupation du domaine public concernant les terrains de tennis de la Paillade à l'Association « Tennis Club Paillade » pour l'année 2014 ;
- de dire qu'en contrepartie, l'Association « Tennis Club Paillade » s'acquittera pour l'année 2014 d'une redevance de 645 € pour les tennis de la Paillade ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

;  
Montpellier, le 28/01/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur le conseiller municipal  
délégué aux Sports  
Patrick VIGNAL

Publiée le : 28/01/2014  
Notifiée le :



**CONVENTION  
DE MISE A DISPOSITION DES TENNIS de la PAILLADE  
VILLE DE MONTPELLIER / TENNIS CLUB PAILLADE**

Montpellier

- Vu la décision du 8 janvier 2010 et la convention du 14 janvier 2010 concernant la mise à disposition des tennis de la Paillade,
- Vu l'article 3 de ladite convention prévoyant la reconduction expresse,
- Vu la nécessité de reconduire cette convention pour l'année 2014,

Il est décidé de reconduire la convention de mise à disposition des tennis de la Paillade entre le Tennis Club de la Paillade et la Ville de Montpellier.

En contrepartie de la mise à disposition, le Tennis Club de la Paillade s'acquittera, pour l'année 2014, d'une redevance évaluée à **645 €**.

Montpellier le

Le Président de  
l'association Tennis Club Paillade

Pour Madame le Maire  
Le Conseiller Spécial chargé des Sports,

Maurice RENIER

ans

**Convention d'occupation du domaine public  
Parking Heidelberg – Stade de la Mosson « Mondial 98  
» pour les matchs de football  
Ville de Montpellier – Montpellier Hérault Sport Club**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la décision en date du 25 mars 2004 relative au cahier des charges fixant les conditions d'utilisation du parking Heidelberg par le Montpellier Hérault Sport Club ;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 4 Octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

**Considérant :**

- Que les matchs du Montpellier Hérault Sport Club ont lieu au stade de la Mosson « Mondial 98 » ;
- Que des précisions quant aux modalités d'utilisation du parking Heidelberg sont nécessaires, notamment que la mise sous tension de l'éclairage du parking les soirs de matchs est à la charge de l'utilisateur ;
- Qu'il y a nécessité de reconduire la convention de mise à disposition pour l'année 2014 ;

**Décide en conséquence :**

- de reconduire la mise à disposition du parking Heidelberg pour les matchs du Montpellier Hérault Sport Club ;
- de dire qu'en contrepartie de cette utilisation, le Montpellier Hérault Sport Club s'acquittera d'un montant forfaitaire de 1 140 € pour l'année 2014 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 28/01/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur le conseiller municipal  
délégué aux Sports  
Patrick VIGNAL

Publiée le : 29/01/2014

Notifiée le :





**CAHIER DES CHARGES  
RELATIF AUX CONDITIONS D'UTILISATION DU PARKING HEIDELBERG  
STADE de la MOSSON « MONDIAL 98 »  
POUR LES MATCHES DE FOOTBALL  
DU MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB**

**AVENANT N°1**

Montpellier

- Vu la décision en date 25 mars 2004 mettant en place le cahier des charges relatif aux conditions d'utilisation du parking « Heidelberg » lors des matches du MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB,
- Vu l'article 7 dudit cahier des charges prévoyant la reconduction expresse pour un an,
- Vu la décision en date du 4 avril 2011 modifiant l'article 3 de la convention pour préciser que les utilisateurs s'engagent à mettre en service l'éclairage du parking avec la clef dûment remise par le service des Sports ;
- Vu la nécessité de reconduire ce cahier des charges pour l'année 2014,

Il est décidé de reconduire la convention de mise à disposition du parking « Heidelberg ».

En contrepartie de la mise à disposition, le MHSC s'acquittera d'un montant forfaitaire de **1 140 €** pour l'année 2014.

Montpellier le

Le Président du MHSC

Pour Madame le Maire,  
Le Conseiller Spécial chargé des Sports,

Louis NICOLLIN

**Convention d'occupation du domaine public  
Ville de Montpellier – Centre Equestre Grammont**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la décision du 9 Août 2012 autorisant la signature d'une convention d'occupation du domaine public du Centre Equestre de Grammont à l'association « Centre Equestre de Montpellier Grammont » ;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 4 Octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de reconduire l'autorisation d'occupation du domaine public relative Centre Equestre de Grammont à l'association « Centre Equestre de Montpellier Grammont » telle que prévue dans la convention du 9 Août 2012, pour l'année 2014 ;

**Décide en conséquence :**

- de passer une convention d'occupation du domaine public concernant le Centre Equestre de Grammont avec l'association Centre Equestre de Montpellier Grammont pour une durée d'un an renouvelable par reconduction expresse au 1<sup>er</sup> Janvier de chaque année, et pour un montant de 3 110 € TTC annuel ;
- de dire qu'en contrepartie, l'Association « Centre Equestre de Montpellier Grammont » s'acquittera pour l'année 2014 d'une redevance de 3 110 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer pour les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 28/01/14

Pour Madame le Maire, Monsieur le conseiller municipal  
délégué aux Sports  
Patrick VIGNAL

Publiée le : 28/01/14  
Notifiée le :



**CONVENTION  
DE MISE A DISPOSITION DU CENTRE EQUESTRE DE GRAMMONT  
VILLE DE MONTPELLIER / ASSOCIATION CENTRE EQUESTRE DE  
MONTPELLIER GRAMMONT**

Montpellier

- Vu la décision du 10 août 2012 et la convention du 27 septembre 2012 concernant la mise à disposition du Centre Equestre de Grammont,
- Vu l'article 3 de ladite convention prévoyant la reconduction expresse,
- Vu la nécessité de reconduire cette convention pour l'année 2014,

Il est décidé de reconduire la convention de mise à disposition du centre équestre de Grammont entre l'association Centre Equestre de Montpellier Grammont et la Ville de Montpellier.

En contrepartie de la mise à disposition, l'association Centre Equestre de Montpellier Grammont, s'acquittera, pour l'année 2014, d'une redevance évaluée à **3 110 €**.

Montpellier le

Le Président de  
l'association Tennis Club Paillade

Pour Madame le Maire  
Le Conseiller Spécial chargé des Sports,

Maurice RENIER



**ZAC MALBOSC**  
**Convention de participation aux équipements publics**  
**Ville de Montpellier/ Monsieur Fabien HANCE**  
**Lot 7B - villas "Vanille"**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2013/3267/T/R du 20 décembre 2013 donnant délégations de fonctions à Monsieur Serge FLEURENCE.

**Considérant :**

- que Monsieur Fabien Hance souhaite réaliser une extension de sa résidence principale correspondant à 36 m<sup>2</sup> de surface de plancher. La parcelle en question est cadastrée TN 230 pour une superficie de 246 m<sup>2</sup> et est intégrée dans l'opération « Villas Vanille », lot 7B de la ZAC Malbosc,
- que dans ce contexte, il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et Monsieur Fabien Hance afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût des équipements publics de la ZAC Malbosc,
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
  - surface de plancher (SDP) envisagée : 36 m<sup>2</sup>
  - base de calcul du montant de la participation : 220 € par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire, **soit un montant total de : 220 x 36 = 7 920 euros**

**Décide en conséquence :**

- de conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier et Monsieur Fabien Hance ;
- du versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation ;
- que ladite convention sera annexée à la présente décision.

Montpellier, le 03/01/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier  
Adjoint  
Serge FLEURENCE

Publiée le : 06/01/2014  
Notifiée le :



**CONVENTION DE PARTICIPATION  
AUX EQUIPEMENTS PUBLICS DE  
LA ZAC MALBOSC**

**LOT N° 7B  
« VILLAS VANILLE »  
62, rue Paul Choulot**

(art. L. 311-4 du Code de l'Urbanisme)

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Madame le Maire Hélène Mandroux, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 2 avril 2008, modifiée le 30 mars 2009,

Ci-après dénommée « la **Collectivité** » ou « la Ville »,

**de première part,**

**ET**

Monsieur HANCE, demeurant au 62-rue Paul Choulot – MONTPELLIER (34080),

Ci-après dénommé « le **Constructeur** »

**de seconde part,**

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement approuvée le 30 mars 1998, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 €, dont le siège est en l'Hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux à Montpellier (34960) Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 22 septembre 2009,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts,

Ci-après dénommée « la **SERM** »

23/12/2013

lobi



## **IL EST EXPOSE CE QUI SUI**

Par délibération du Conseil Municipal en date du 30 septembre 1999, la Ville de Montpellier décidait la création de la ZAC MALBOSC.

L'aménagement de la zone a été confié à la SERM par une convention publique d'aménagement approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 8 octobre 1999, devenue concession d'aménagement suite à la loi du 20 juillet 2005.

Le 29 septembre 2000 la Ville a approuvé le dossier de réalisation, précisant notamment le programme des équipements publics et des aménagements nécessaires à cette urbanisation, ainsi que les modalités prévisionnelles de financement.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement en application de l'article 1585 C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quarter du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage l'extension de sa résidence principale, sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de ZAC dont il est propriétaire, non acquis à la SERM aménageur. Une demande de permis de construire a été déposée en Mairie de Montpellier le 25 JUILLET 2013, sous le numéro PC 34172 13 V0295.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes, Monsieur HANCE, au coût de l'équipement de la zone, réalisé conformément au programme des équipements publics de la ZAC.

## **CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI**



## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention concerne une parcelle située à Montpellier (34080), 62 rue Paul Choulot, et dont la désignation suit :

cadastrée section TN n° 230, pour une superficie de 246 m<sup>2</sup>,

intégrée dans l'opération « Villas Vanille » (lot 7B de la ZAC MALBOSC).

1.2. Le constructeur envisage sur ce terrain lui appartenant l'extension de sa résidence principale correspondant à 36 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Une extension ultérieure pourra être admise, le cas échéant, si les dispositions du document d'urbanisme réglementaire le permettent, et après versement d'une participation aux équipements de la ZAC dans les conditions définies ci-après.

1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006, et modifié par délibérations du Conseil Municipal en date des 21 décembre 2006, 25 juin 2007, 17 novembre 2008, 22 juin 2009, 29 mars 2010 et 9 mai 2011.

1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

## ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

2.1. En application du programme des équipements publics de la zone, approuvé par délibération en date du 29 septembre 2000, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- voiries internes de la ZAC,
- réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- réseaux d'adduction eau potable,
- éclairage public,
- espaces verts,
- réseau électricité,
- réseau télécommunications.

2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, quelles que soient les catégories de constructions, en proportion de la surface hors œuvre nette construite.

## ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

3.1. Le constructeur réalise sur le terrain visé à l'article 1 une construction de **36 m<sup>2</sup>** de surface de plancher (SDP) à usage d'habitation.

- 3.2. Le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la zone, pour l'année 2013, est fixé à **220 €** par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire. Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.  
Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir **36 m<sup>2</sup> de SDP**, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

$$220 \times 36 = 7.920 \text{ euros.}$$

- 3.3. Le montant total de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

#### ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

- 4.1. Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la SERM dans les **huit jours** de sa délivrance.
- 4.2. En application de la concession d'aménagement approuvée en date du 8 octobre 1999 et passée entre la Collectivité et la SERM chargée de l'aménagement et de l'équipement de la zone, le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la SERM.
- 4.3. Le constructeur s'engage à verser l'intégralité du montant de la participation au coût des équipements publics de la zone à la Déclaration d'Ouverture de Chantier.
- 4.4. Passée sa date d'échéance, la somme due au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, portera intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la SERM, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la SERM de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

#### ARTICLE 5 – INDEXATION

Le versement prévu à l'article 4 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à échéance du rapport I/Io dans lequel :

- Io est le dernier indice connu à la date de la décision de Madame le Maire approuvant la présente convention, soit 701,8 (mai 2013) ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date de l'échéance considérée.

#### ARTICLE 6 – DEGREVEMENT

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, ou de péremption du permis de construire, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.



## **ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION**

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

## **ARTICLE 8 – LITIGES**

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

## **ARTICLE 9 – FRAIS**

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

## **ARTICLE 10 – EFFETS**

- 10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.
- 10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

## **ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le Constructeur en son domicile,
- Pour la SERM en son siège administratif

Fait à Montpellier,

Le .....

(en cinq exemplaires originaux)

**Pour la Collectivité**

**Pour le Constructeur**

**Pour la SERM**



**Tennis Complexe Sportif Léon Cazal  
Tennis Complexe Sportif de Grammont  
Convention d'occupation du domaine public  
Ville de Montpellier – Association ASPTT**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la décision du 21 Juillet 2003 autorisant la signature d'une convention de mise à disposition des terrains de tennis du Complexe Sportif Léon Cazal ;
- Vu la décision du 21 Août 2009 autorisant la signature d'une convention de mise à disposition des terrains de tennis du Complexe Sportif de Grammont ;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 4 Octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de reconduire les autorisations d'occupation du domaine public relatives aux tennis du Complexe Sportif Léon Cazal telle que prévue dans la convention du 18 Juillet 2003 et tennis du Complexe Sportif Grammont telle que prévue dans la convention du 21 Août 2009, pour l'année 2014 ;

**Décide en conséquence :**

- de reconduire les conventions d'occupation du domaine public concernant les tennis du Complexe Sportif Léon Cazal et du Complexe Sportif de Grammont pour l'année 2014 ;
- de dire qu'en contrepartie, l'ASPTT s'acquittera pour l'année 2014 d'une redevance de 3 630 € pour les tennis du Complexe Sportif Léon Cazal, et de 3 220 € pour les tennis du Complexe Sportif de Grammont ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 28/01/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur le Conseiller Spécial délégué aux Sports  
Patrick VIGNAL

Publiée le : 28/01/2014

Notifiée le :



**CONVENTION  
DE MISE A DISPOSITION DES TENNIS  
DE GRAMMONT  
VILLE DE MONTPELLIER / ASPTT**

Montpellier

- Vu la décision du 21 août 2009 et la convention du 21 août 2009 concernant la mise à disposition des tennis de Grammont,
- Vu l'article 3 de ladite convention prévoyant la reconduction expresse,
- Vu la nécessité de reconduire cette convention pour l'année 2014,

Il est décidé de reconduire la convention de mise à disposition des tennis de Grammont entre l'ASPTT et la Ville de Montpellier.

En contrepartie de la mise à disposition, l'ASPTT s'acquittera, pour l'année 2014, d'une redevance évaluée à **3 220 €**.

Montpellier le

La Présidente de  
l'association ASPTT

Pour Madame le Maire  
Le Conseiller Spécial chargé des Sports,

LLAHI Juliette



**CONVENTION  
DE MISE A DISPOSITION DES TENNIS  
COMPLEXE SPORTIF LEON CAZAL  
VILLE DE MONTPELLIER / ASPTT**

Montpellier

- Vu la décision du 21 juillet 2003 et la convention du 18 juillet 2003 concernant la mise à disposition des tennis du Complexe Sportif Léon Cazal,
- Vu l'article 3 de ladite convention prévoyant la reconduction expresse,
- Vu la nécessité de reconduire cette convention pour l'année 2014,

Il est décidé de reconduire la convention de mise à disposition des tennis du Complexe sportif Léon Cazal entre l'ASPTT et la Ville de Montpellier.

En contrepartie de la mise à disposition, l'ASPTT s'acquittera, pour l'année 2014, d'une redevance évaluée à **3 630 €**.

Montpellier le

La Présidente de  
l'association ASPTT

Pour Madame le Maire,  
le Conseiller Spécial chargé des Sports,

LLAHI Juliette



**Attribution d'un marché passé selon une formule  
adaptée pour les prestations techniques des vœux 2014  
pour la communication de la ville de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté 2011/2176 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour les prestations techniques des vœux 2014 pour la communication de la ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 14/11/2013;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Scenexpo a présenté une offre économiquement avantageuse;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société Scenexpo pour un montant minimum de 10 000 € et un montant maximum de 75 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 925.

Montpellier, le 09/01/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 10/01/2014  
Notifiée le :

1069

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Maintenance et prestations plateforme  
XFRAME  
Marché 1M420  
Avenant n° 1**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2013/2034, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire

**Considérant :**

- Que par décision n° 2011/404 en date du 21 septembre 2011, la Ville a attribué le marché 1M420 à la société TELEBIG sise Le Krystal – 1725 RN7 – 06270 VILLENEUVE LOUBET pour la « Maintenance et prestations plateforme XFRAME » pour une durée d'un an renouvelable trois fois à compter de la date de notification soit le 30 septembre 2011, un montant total minimum de 11 000 € HT et maximum de 45 000 € HT ;
- Qu'un changement incontournable de version d'un des composants de ladite plateforme induit une augmentation du montant de la maintenance à raison de 2 385 € HT ;
- Qu'il y a nécessité à porter le montant total de ce marché à 51 000 € HT ;

**Décide en conséquence :**

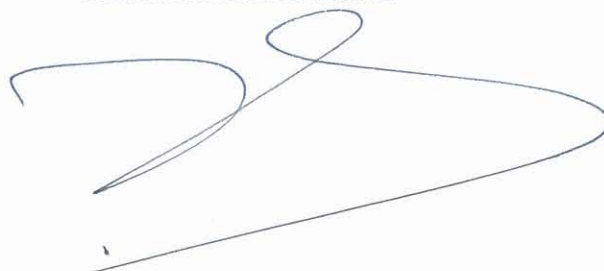
- D'adopter l'avenant n° 1 au marché précité.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information – CRB 70000 – Chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 15/11/2014

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16/11/2014

Notifiée le :



# AVENANT N° 1

## A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

### Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par :  
Madame le Maire

### Titulaire du marché :

Société TELEBIG  
1725, RD 6007 Le Krystal  
06270 VILLENEUVE LOUBET

Représentée par : Bernard ZISERMANN, Président Directeur Général

## B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :*  
*Maintenance et prestations plateforme XFRAME*

*N° du marché :*  
*MAPA N° 1M420*

*Notifié le : 30 septembre 2011*

*Montant initial du marché :*  
*Minimum 11 000 € HT - Maximum 45 000 € HT*

*Date de la décision autorisant la signature de l'avenant : ...../...../.....*

## C. Objet de l'avenant

### **ARTICLE 1**

Le présent avenant a pour objet l'augmentation du montant de la maintenance de la plateforme XFRAME, due au changement incontournable de version d'un de ses composants. Cette augmentation s'élève à 2385 € HT.

### **ARTICLE 2**

Le montant de ce marché sera donc porté de 45 000 € HT à 51 000 € HT soit une augmentation de 13,33 %.



### ARTICLE 3

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet du département de l'Hérault.

#### D. Signatures des parties

A ....., le

La société TELEBIG

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué,

TELEBIG S.A.  
Siège social : Le Krysstal - 1725 RN7  
06270 Villeneuve-Loubet - France  
Tél. +33 (0)4 93 73 34 39  
Télécopie +33 (0)4 93 73 34 39  
RCS Antibes 326 697 133 - APE 6202A  
Capital de 270 000 Euros  
**Bernard ZISERMANN**

Michaël DELAFOSSE

#### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ....., le

**Salle de concert " Le Rockstore" - Mission de contrôle  
technique - Avenant n° 1**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R en date du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire délégué au quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine, à l'économie des ressources et des énergies ;
- Vu la décision n° 2012/375 du 17 octobre 2012 « Mission de contrôle technique pour la rénovation intérieure du Rockstore » ;

**Considérant :**

- Que la Ville a décidé de procéder à la rénovation intérieure du Rockstore ;
- Que dans ce cadre, à la suite d'une consultation (marché public à procédure adaptée n° 2M77), une mission de contrôle technique a été confiée à la société QUALICONSULT ;
- Que de nombreux vestiges archéologiques ont été découverts en cours de chantier, ce qui complexifie celui-ci et augmente le coût des travaux ;
- Que le bureau de contrôle doit donc affecter plus de temps à la mission ;

**Décide en conséquence :**

- La passation d'un avenant n°1 au marché « Mission de contrôle technique pour rénovation intérieure avec traitement acoustique du Rockstore » pour un montant de 2 400 € HT.
- La dépense sera imputée sur le budget de la ville de Montpellier – Direction Architecture et Immobilier ; Fonction : 900 020.
- Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 17/11/2014

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS**



1073

Publiée le : 20/11/2014  
Notifiée le :



## PROJET D'AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

#### Collectivité territoriale :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges FRECHE  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

*Représentée par*  
Madame Le Maire

#### Titulaire du marché :

Société QUALICONSLT

*Représentée par*  
Monsieur le Directeur

### B. Renseignements concernant le marché

#### *Objet du marché :*

Mission de contrôle technique pour la rénovation intérieure du Rockstore

#### *N° du marché :*

2M77

#### *Notifié le :*

25 octobre 2012

#### *Montant initial du marché :*

Montant HT 15 795 €

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour les motifs suivants :

Pour faire suite au contentieux qui oppose le Rockstore et la copropriété voisine portant sur les défauts d'isolement acoustique, la Ville, propriétaire des murs, a décidé d'effectuer d'importants travaux conduisant à la mise en conformité acoustique.

Dans le cadre de cette opération, de nombreux vestiges archéologiques ont été découverts.

De ce fait, il devient nécessaire d'exécuter des fondations profondes, ce qui complexifie techniquement le chantier et augmente le coût des travaux.

Le Bureau de Contrôle doit donc affecter plus de temps à la mission.

### ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 27/08/2013.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 2 400 € HT.

Le montant du marché est donc porté à 18 195 € HT.

La plus-value s'élève donc à 15,19 % du contrat initial.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A Montpellier le,

Pour la société,

Pour Madame le Maire,  
l'Adjoint Délégué,

Frédéric TSITSONIS

### **E. Notification de l'avenant**

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le



**Régies**  
**Direction des Finances et du Contrôle de Gestion**  
**Modification d'une régie d'avances**  
**Augmentation du montant de l'avance et modification**  
**des dépenses autorisées**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération du 2 avril 2008 donnant délégation à Madame le Maire conformément aux textes susvisés ;
- Vu l'arrêté n°2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu le décret 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision 219 du 13 mai 2008, relative à la création d'une régie d'avance,
- Vu la Décision du 17 août 2010, relative à la modification du montant de l'avance,
- Vu la décision 441 du 29 novembre 2012, relative à l'extension des dépenses autorisées et des moyens de paiement,
- Vu la Décision 0158 du 11 juin 2013, relative à la modification du montant de l'avance,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 06 janvier 2013,

**Considérant :** que pour assurer le bon fonctionnement de la régie, et le paiement des menues dépenses ponctuelles pour le compte des urgences des différents services de la Ville qui ne cessent de se diversifier, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'avance de la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion et d'élargir les dépenses autorisées.

**Décide en conséquence :**

En conséquence la nouvelle rédaction de l'acte est la suivante :

Article 1 : Il est maintenu une régie d'avance auprès de la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion pour permettre le paiement des dépenses énumérées ci-dessous :

- Les dépenses de matériel et de fonctionnement
- Les remboursements de recettes préalablement encaissées par régie ;
- L'achat de denrées alimentaires périssables ;
- L'exécution de menus travaux, réparations ;
- Les frais postaux ;
- Les abonnements de publication et achats d'ouvrages ;
- Les frais de réception et de représentation ;
- Les vignettes, contraventions et timbres fiscaux ;
- Les frais relatifs à la délivrance de cartes grises des véhicules de la Villes ;
- Les frais relatifs aux contrôles techniques des véhicules de la Ville ;
- L'achat sur Internet de logiciels, abonnements et applications ;
- Les frais de déplacement ;

Article 2 : Cette régie est installée 1 Place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2

Article 3 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 €.

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées selon le mode de règlement suivant :

- Chèques
- CB

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert auprès du Trésor Public.

Article 6 : Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 7 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

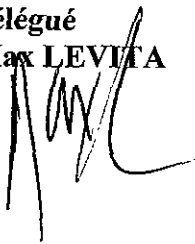
Article 9 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24/11/2024

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 22/11/2024  
Notifiée le :





## **EMPRUNT DE 1.5 MILLIONS D'EUROS AUPRES DU CREDIT COOPERATIF**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA ;

**Considérant :**

- Le besoin de financement des investissements prévus et inscrits au budget 2014,
- L'analyse des offres dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions qui permet de désigner le Crédit Coopératif comme répondant correctement à notre demande, aux conditions suivantes :
  - o **Nature du concours : Prêt Long terme avec phase de versement des fonds**
  - o **Montant : 1.500.000 euros**
  - o **Durée totale : 16 ans et 6 mois**

Le prêt se décompose en deux phases successives, une phase dite « versement des fonds » décrite au paragraphe « Phase de versement des fonds » ci-après, suivie d'une phase de remboursement des fonds versés décrite au paragraphe « Phase de remboursement du capital consolidé ».

### **Phase de versement des fonds**

- o **Durée**  
La phase de versement des fonds commencera à courir à compter de la signature du contrat par le Prêteur, l'Emprunteur et après régularisation des garanties et levée des conditions suspensives éventuelles. Elle s'achèvera au plus tard le : 31/12/2014.
- o **Versement des fonds**  
Toute demande de versement des fonds, en tout point conforme au modèle fourni en Annexe 1, devra être adressée par l'Emprunteur soit par télécopie, soit par courrier à son agence régionale, au minimum 15 jours calendaires avant la date de versement.  
Le montant minimum de chaque tirage sera de 250.000,00 euros, étant précisé que le dernier versement devra intervenir au plus tard à la date telle que définie au paragraphe 1.1. De ce fait, la demande de versement des fonds devra être adressée au prêteur au plus tard 15 jours calendaires avant cette date.



### **Taux d'intérêt de la phase de versement**

Le taux d'intérêt est révisable. Il est indexé sur l'EURIBOR 3 mois qui est le taux interbancaire offert en Euros pour un prêt d'une durée de 3 mois.

L'EURIBOR applicable à chaque échéance d'intérêts sera celui de l'avant dernier jour ouvré précédant le premier jour de la période considérée, à l'exception de la première échéance pour laquelle le taux pris en compte sera celui de l'avant dernier jour ouvré du mois qui précède la date de mise à disposition des fonds.

Le taux déterminé dans les conditions ci-après s'applique à la période à venir : seuls les intérêts échus au titre de ladite période sont calculés sur la base du dit taux.

Cet indice publié par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne, est à ce jour de **0.288%** l'an.

A celui-ci s'ajoute une marge de **1.30%**.

Par suite, à titre indicatif, au jour de la notification, et exprimé en taux annuel, le taux d'intérêt du présent prêt (indice+marge) est de **1.588%** l'an.

### **Facturation et Base de calcul des intérêts**

La date de la première échéance d'intérêts est fixée au premier jour du quatrième mois suivant la première mise à disposition des fonds.

La première échéance est calculée prorata temporis pour tenir compte de l'écart entre la date de mise à disposition des fonds et la première échéance. Pour les échéances suivantes, les intérêts sont décomptés sur la base d'un trimestre de 90 jours et d'une année de 360 jours.

### **Modalités de consolidation des fonds versés**

Les sommes versées seront consolidées en un prêt long terme dont les caractéristiques sont définies au paragraphe « Phase de remboursement du capital consolidé ».

Cette consolidation interviendra au terme de la phase de versement des fonds, tel qu'indiqué au paragraphe « Durée » (« la Date de Consolidation »).

L'Emprunteur aura la faculté de réaliser cette opération avant le terme de cette période sous réserve des dispositions et préavis définis ci-dessous.

➤ Si le déblocage total du concours est intervenu avant la fin de la phase de versement des fonds, l'Emprunteur peut :

- soit attendre la fin de la phase de versement des fonds
- soit, sur demande expresse en utilisant la Demande de Consolidation figurant en annexe 2 des présentes, moyennant un préavis de 15 jours calendaires, demander la consolidation en prêt à long terme de la totalité des fonds versés. Cette consolidation ne pourra intervenir qu'à une date prévue de paiement des intérêts et sous réserve du paiement des intérêts dus à cette date. La demande de consolidation jointe en annexe 2 devra être signée par une personne qui aura été dûment habilitée à cet effet par l'Emprunteur.

➤ Si le déblocage total du concours n'est pas intervenu avant la fin de la phase de versement des fonds, le prêteur procédera automatiquement et de plein droit à la consolidation de l'intégralité des sommes versées à la Date de Consolidation et le montant initial du concours sera réduit à hauteur du montant des sommes ainsi consolidées. En pareille hypothèse, l'Emprunteur en sera informé par le prêteur, qui lui fournira à cette occasion un nouveau tableau d'amortissement, actualisé sur la base du montant des sommes effectivement décaissées à la Date de Consolidation.

L'Emprunteur sera alors redevable d'une **commission de non utilisation égale à 0.20%** du montant du concours non versé et non consolidé à la Date de Consolidation destinée à compenser la perte financière résultant pour le prêteur de la réduction du concours initial. Cette commission sera exigible à la Date de Consolidation. L'Emprunteur autorise expressément le prêteur à prélever cette commission sur le compte mentionné au paragraphe « Paiement des Echéances » et à défaut de paiement de cette commission à bonne date, le prêteur pourra prononcer, si bon lui semble, l'exigibilité anticipée de la totalité des fonds consolidés. Aucune nouvelle mise à disposition de fonds ne pourra intervenir après la Date de Consolidation.



## Phase de remboursement du capital consolidé

**Durée : 15 ans** à compter de la Date de Consolidation, telle que définie au paragraphe 1.1

### **Taux d'intérêt**

Le taux d'intérêt est révisable. Il est indexé sur l'EURIBOR 3 mois qui est le taux interbancaire offert en Euros pour un prêt d'une durée de 3 mois.

L'EURIBOR applicable à chaque échéance d'intérêts sera celui de l'avant dernier jour ouvré précédant le premier jour de la période considérée, à l'exception de la première échéance pour laquelle le taux pris en compte sera celui de l'avant dernier jour ouvré du mois qui précède la date de mise à disposition des fonds.

Le taux déterminé dans les conditions ci-après s'applique à la période à venir : seuls les intérêts échus au titre de ladite période sont calculés sur la base du dit taux.

Cet indice publié par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne, est à ce jour de **0.288%** l'an.

A celui-ci s'ajoute une marge de **1.95%**.

Par suite, à titre indicatif, au jour de la notification, et exprimé en taux annuel, le taux d'intérêt du présent prêt (indice+marge) est de **2.238%** l'an.

Le tableau d'amortissement sera adressé à l'Emprunteur après le versement total du prêt.

**Garantie et conditions** : NEANT

**Frais d'étude et de réalisation** : 3.000,00 euros

**Frais d'actes et de garantie** : NEANT

L'intégralité des frais de dossier sera prélevée lors de la mise en place du concours.

### **Remboursement par anticipation :**

Par dérogation aux conditions générales du contrat et à titre exceptionnel, l'Emprunteur pourra procéder au remboursement anticipé partiel ou total sans facturation d'indemnité.

### **Décide en conséquence :**

- D'accepter le principe de réalisation d'un contrat de prêt aux conditions définies ci-dessus ;
- De s'engager à voter pour toute la durée de l'emprunt les crédits nécessaires pour en assurer le service ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à l'offre décrite ci-dessus et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans les contrats et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 22/11/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 23/11/2014

Notifiée le :



**Contentieux**  
**Local jardinier du Parc Petit Bois de la Colline**  
**Expertise**

**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que des fissures sont apparues sur la rampe d'accès du local jardinier du Parc Petit Bois de la Colline ;
- Qu'il est nécessaire d'engager toute procédure permettant de réparer ces désordres ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 10/11/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 13/11/2014

Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0004

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: prestation de transport d'oeuvres d'art pour  
l'exposition Dernières Nouvelles de l'Ether à la  
Panacée**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté N°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville présentera à la Panacée, du 7 février au 22 juin 2014, une exposition intitulée *Dernières Nouvelles de l'Ether* ;
- Qu'il convient d'organiser le transport aller des œuvres composant cette exposition ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 6 décembre 2013, l'entreprise Alyte SARL a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité (mapa 3B1029) à l'entreprise Alyte SARL, 11 rue de la République, 42 000 Saint Etienne, pour un montant de 23 635.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/11/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 16/11/2014  
Notifiée le :



**PEGASE**  
**Convention de location de fibres optiques entre la Ville  
de Montpellier et la Direction Départementale de la  
Sécurité Publique**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2013/2034, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers ;
- Que pour les besoins de services de vidéosurveillance, la Direction Départementale de la Sécurité Publique a sollicité de la Ville la mise à disposition de liaisons optiques de son réseau Pégase. Ces liaisons optiques mises à disposition représentent un linéaire d'environ 1200 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, la Direction Départementale de la Sécurité Publique a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée dix ans
  - redevance annuelle fixée à 2,40 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2012 soit environ 2880 € frais d'accès au service 1029,5 €.

**Décide en conséquence :**

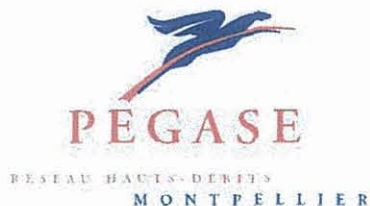
- D'approuver la convention à passer entre la Direction Départementale de la Sécurité Publique et la Ville de Montpellier.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette de la redevance liée à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/11/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17/11/2014  
Notifiée le :





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
AUPRES DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE  
LA SECURITE PUBLIQUE**

**Entre les soussignés :**

- **La Ville de Montpellier, représentée par Madame le Maire**, agissant en vertu d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

**La Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Herault**  
ayant son siège 206, rue du comté de Melgueil 3056 à MONTPELLIER,

représentée par le Directeur Départemental ou son représentant par délégation, dûment habilités à signer la présente convention pour le compte de l'Etat,

d'autre part,

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

## **SOMMAIRE**

|  |           |
|--|-----------|
| IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT .....   | 4         |
| <b>ARTICLE 1 - DEFINITIONS .....</b>   | <b>4</b>  |
| <b>ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION .....</b>  | <b>4</b>  |
| <b>ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES .....</b>                                     | <b>4</b>  |
| <b>ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES .....</b>   | <b>5</b>  |
| <b>ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES .....</b> | <b>5</b>  |
| 5.4.1 MISE A DISPOSITION .....   | 5         |
| 5.4.2 RECEPTION .....  | 6         |
| 5.4.3 RETARD DE MISE A DISPOSITION .....   | 6         |
| <b>ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....</b>               | <b>6</b>  |
| <b>ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS .....</b>   | <b>9</b>  |
| <b>ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES .....</b>                                | <b>9</b>  |
| <b>ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES .....</b>   | <b>10</b> |
| <b>ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE .....</b>   | <b>10</b> |
| <b>ARTICLE 11 - CESSIION DE LA CONVENTION .....</b>  | <b>10</b> |
| <b>ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION .....</b>                          | <b>10</b> |
| <b>ARTICLE 13 - RESILIATION .....</b>  | <b>11</b> |
| <b>ARTICLE 14 - REGLEMENT DES LITIGES .....</b>  | <b>12</b> |



## IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIV

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques, dépendances du domaine public, qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, la DDSP a sollicité de la Ville la mise à disposition de liaisons optiques réalisées par cette dernière sur son territoire.

### **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur les conditions définies à l'article 6.4.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur les fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

### **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

### **ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES**

Les liaisons optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont décrites dans l'annexe 1.

La longueur totale des ces liaisons optiques sert de base au calcul de la redevance.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

#### **ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES**

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison défini par la Ville.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

#### **ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES**

##### **5.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES**

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

L'opérateur doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

##### **5.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE**

L'opérateur prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. L'opérateur se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

##### **5.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPÉRATEUR**

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

##### **5.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES**

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

###### **5.4.1 Mise à disposition**

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur sous deux mois après la signature de la présente convention.



#### 5.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville.

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

Les conséquences financières de ce report de mise à disposition pour des réserves majeures seront réglées par l'article 5.4.3 suivant.

#### 5.4.3 Retard de mise à disposition

En cas de retard de la Ville dans la mise à disposition d'une liaison par rapport à la date de mise à disposition et après un délai supplémentaire d'une (1) semaine, l'opérateur peut réclamer à la Ville, une réduction de redevance, calculée comme suit :

$$CR = C \cdot R / 100$$

où :

**CR**= montant du crédit de redevance

**C**= le montant de la redevance annuelle de mise à disposition, telle que définie à l'article 8.2 ci-après,

**R**= nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de mise à disposition définie à l'article 5.4.1. et fixée en annexe n°1.

La Ville déduira le montant de ce crédit CR des sommes dues par l'opérateur dès le prochain titre de recettes émis par la Ville au titre de la redevance de mise à disposition.

Dans l'hypothèse où aucune mise à disposition n'est intervenue dans les 30 jours suivants la date prévue en annexe n°1, l'opérateur pourra résilier la convention, sans autre préavis qu'un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant ladite résiliation.

### ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

#### 6.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 9 ci-après.

#### 6.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront mis sa disposition en application de la présente convention.

Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, la ville procède sans délai à la remise en état des lieux, le montant de cette remise en état sera à la charge de l'opérateur.



L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant ses liaisons, il en informera la Ville sans délai.

### 6.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir les services de télécommunications, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et son câble à fibre optique sur un des points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention :

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, dont les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques,
- les services techniques de la Ville.

#### 6.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique, puis intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera déterminée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie et fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargés de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un



rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville et du prestataire de la maintenance sont indiquées dans l'annexe 1.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement, sauf si celui-ci est dû à l'opérateur. Dans ce cas, ce dernier remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

#### 6.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.,
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures,
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 6.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an ;
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures.

#### 6.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4<sup>ème</sup> dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale en application des dispositions de l'article 8.2 ci-après. Les crédits de redevance ne sont pas cumulables.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.



## **ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS**

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir sans possibilité d'indemnisation les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

## **ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**

### **8.1: FRAIS D'ACCES**

Le montant des frais d'accès au service est fixé en annexe 1; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la mise à disposition des fibres optiques.

### **8.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSITION DU DOMAINE PUBLIC**

#### **8.2.1 Montant de la redevance**

Pour l'occupation des câbles de fibre optique de la Ville l'opérateur versera à cette dernière, et par virement bancaire, une redevance annuelle d'occupation du domaine public

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2,4 € nets /mètre et par paire de fibres optiques (deux euros quarante cent nets toutes charges comprises par mètre et par paire de fibres optiques) base juin 2012.

Le montant de cette redevance est fixée en annexe n°1

Il est calculé comme suit :

$$R = 2,4 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètres linéaires.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

#### **8.2.2 Paiement de la redevance**

Sur présentation par la Ville d'un titre de recette, portant la référence comptable "convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville au CIC ", qui sera adressé à :

**Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault**  
**206, rue du Comté de Melgeuil**  
**34056 MONTPELLIER CEDEX**

Le premier étant accompagné d'un relevé d'identité bancaire.



Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 5.4.1.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la mise à disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

#### 8.2.3 Variation de la redevance

- L'indemnité ci-dessus variera en même temps et dans les mêmes proportions que l'indice INSEE du coût de la construction (ICC). La variation s'appréciera au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée, l'indice de base étant celui du 2<sup>ème</sup> trimestre 2012, valeur 1666, et l'indice de référence celui qui sera le dernier publié au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de facturation.

### **ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur fera son affaire des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, conséquence de son occupation, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur du fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

### **ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE**

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant.

### **ARTICLE 11 - CESSION DE LA CONVENTION**

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

### **ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 5.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord exprès des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec



accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

## **ARTICLE 13 - RESILIATION**

### **13.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

#### **13.1.1: Dans l'intérêt général**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

#### **13.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur**

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

#### **13.1.3 Indemnisation de résiliation**

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.2, l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### **13.1.4 Procédure de résiliation**

La résiliation sera prononcée par la Ville. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 13.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

#### **13.1.5 Dépose des équipements de l' OPÉRATEUR**

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation.

### **13.2 : A L'INITIATIVE DE L' OPÉRATEUR**

#### **13.2.1 Sans faute de la Ville**

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception

Dans ce cas l' OPÉRATEUR abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### **13.2.2 En cas d'inexécution**



L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

#### **ARTICLE 14 - REGLEMENT DES LITIGES**

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

##### Liste des annexes :

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition conditions tarifaires

Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 12 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour la Direction Départementale de la  
Sécurité Publique

Pour Madame le Maire

Monsieur le Contrôleur Général

L'Adjoint Délégué

Directeur Départemental de la Sécurité  
Publique de l'Hérault

Michaël DELAFOSSE

Jean Michel POREZ



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
AUPRES DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE  
LA SECURITE PUBLIQUE**

**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION  
CONDITIONS TARIFAIRES**



## 1 – BASE DE CALCUL DU MONTANT DE LA REDEVANCE

| Liaison Client | Référence | Linéaire | Prix unitaire<br>2012 | FAS     | Total base<br>2012 | Observation |
|----------------|-----------|----------|-----------------------|---------|--------------------|-------------|
| CIC CSU        | CIC 1     | 1 200    | 2,40                  | 1029,50 | 3909,5             |             |
| <b>Total</b>   |           |          |                       |         | <b>3909,5</b>      |             |

1100

## 2 DESCRIPTION LIAISONS

### **LIAISON CIC 1 :**

- Point de livraison n°1: CSU
- Point de livraison n°2: au droit du bâtiment de la Direction Départementale de la Sécurité Publique



Me



Coordonnées Ville prestataire de maintenance :

Ville : n° de téléphone : 04 67 34 70 74, 04 67 34 71 18, Direction des Systèmes d'Information

Prestataire de maintenance :

**Grille de contact Hotline**

|                 | <b>Du lundi au vendredi de<br/>8h à 20h</b> | <b>Du lundi au vendredi de<br/>20h à 8h<br/>Week-end + Jours fériés</b> |
|-----------------|---|---|
| <b>Niveau 1</b> | <b>Hotline CIRCET</b>                       | <b>Astreinte CIRCET</b>   |
| Téléphone       | <b>03 29 64 43 87</b>                       | <b>06 25 89 20 17</b>   |
| Mobile          | <b>hotline@circet.fr</b>                    | <b>astreinte@circet.fr</b>  |
| Adresse         |   |   |
| Mail            |   |   |
| Horaires        |   |   |

**CONTENTIEUX**  
**José GARCIA**  
**Appel contre jugement du Tribunal Administratif du**  
**24 septembre 2013**

**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que le jugement du 24 septembre 2013 du Tribunal Administratif de Montpellier a fait l'objet d'un appel interjeté par Monsieur José GARCIA (instance n°13MA04608) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 10/11/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 13/01/2014  
Notifiée le :



**DROIT DE PRIORITE**  
**Cession des biens de l'Etat**  
**Parcelles cadastrées HZ 243 et 245 rue de**  
**Fontcouverte**  
**Exercice du droit de priorité**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu les articles L 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;

**Considérant :**

- que le 30 novembre 2013, l'Etat a adressé à la Ville une déclaration d'intention d'aliéner à l'euro symbolique deux parcelles sises 359 rue de Fontcouverte et cadastrées section HZ 243 et 245 d'une contenance totale de 78 m<sup>2</sup>, dans le cadre du droit de priorité des communes prévu par l'article L 240-1 du Code de l'Urbanisme;
- que la régularisation de l'acquisition de ces deux parcelles permet une amélioration des accès et le maintien d'un cheminement piéton le long de la Gendarmerie Nationale.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de priorité sur la cession des parcelles cadastrées section HZ 243 et 245, à l'euro symbolique;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur les crédits inscrits au budget de la Ville, programme "Action foncière";
- de confier la rédaction de l'acte authentique de vente à Maître SALLES, notaire à Montpellier;

Montpellier, le 13 JAN. 2014

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX



Publiée le :  
Notifiée le :

not

**Direction Réussite Éducative  
Service Enfance  
Régies de Recettes des établissements de la petite  
enfance  
Crèches et Haltes-Garderies de la Ville de Montpellier  
R.A.M (Relais Assistantes Maternelles)  
Au Service Enfance de la Direction de la Réussite  
Éducative,**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2176/2011 du 01/09/2011, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu le décret 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 13 septembre 1995 instituant des régies de recettes et d'avances dans les crèches municipales et des régies de recettes uniquement dans les haltes-garderies et jardin d'enfants,
- Vu la Décision du 28 février 2005 relative à la création d'un fond de caisse,
- Vu la Décision n° 2856 du 28 février 2005, relative à la crèche des Petits Loups,
- Vu la Décision n° 2858 du 28 février 2005 relative à la crèche les Elfes,
- Vu la Décision du 28 février 2007 relative à l'utilisation des Chèques Emploi Service Universel comme mode d'encaissement,



- Vu l'a Décision du 13 novembre 2007 relative à l'utilisation de la carte bancaire comme moyen d'encaissement,
- Vu la Décision du 11 décembre 2007 relative au montant maximum des encaisses,
- Vu la Décision du 08 janvier 2009 relative à l'institution d'une régie de recettes et d'avances pour la crèche la petite Sirène,
- Vu la Décision du 21/10/2011 relative à la Crèche Adélaïde Cambon,
- Vu la Décision du 183 du 26/06/2013, relative aux modes d'encaissements autorisés,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 09/01/2014

### Considérant :

La nécessité de fonctionnement dans les établissements de la petite enfance, il convient de transformer les régies des haltes-garderies et le Jardin d'enfant en régie de recettes et d'avances, et d'intégrer les R.A.M, en simple régie d'avance. Il convient également d'uniformiser le montant de l'avance pour l'ensemble des établissements de la petite enfance.

### Décide en conséquence :

**Article 1 :** Les régies d'avances et de recettes de la petite enfance, ainsi que les régies d'avances uniquement, sont les suivantes :

| Nom de l'établissement              | Adresses   | Type de régie              |
|-------------------------------------|--|----------------------------|
| Crèche Les Elfes                    | 280, boulevard Pénélope 34000 Montpellier        | Avances et recettes        |
| Crèche Les Petits Loups             | 280, boulevard Pénélope 34000 Montpellier        | Avances et recettes        |
| Crèche Agropolis                    | 30, rue Jean-François-Breton 34090 Montpellier   | Avances et recettes        |
| Crèche Antigone                     | 10, rue Jeanne d'Arc 34000 Montpellier           | Avances et recettes        |
| Crèche Blanche Neige                | 17, place Cardinal Verdier 34070 Montpellier     | Avances et recettes        |
| Crèche Cléonice Pouzin              | 64, rue Lunaret 34000 Montpellier                | Avances et recettes        |
| Crèche Edelweiss                    | 21, rue Général Riu 34000 Montpellier            | Avances et recettes        |
| Crèche la Petite Sirène             | 115, Avenue de Fès 34080 Montpellier             | Avances et recettes        |
| Crèche Françoise Dolto              | 5, rue du Père Cyprien Rome 34070 Montpellier    | Avances et recettes        |
| Crèche La Galinéta                  | 31, rue des Avants-Monts 34080 Montpellier       | Avances et recettes        |
| Crèche Le Petit Prince de Boutonnet | 20, rue Emile Littré 34090 Montpellier           | Avances et recettes        |
| Crèche Les Sept Nains               | 2, impasse Petite Corratierie 34000 Montpellier  | Avances et recettes        |
| Crèche Louise Guiraud               | 35, rue de Tipasa 34080 Montpellier              | Avances et recettes        |
| Crèche Adélaïde Cambon              | 1, place Georges Frêche – 34270 Montpellier      | Avances et recettes        |
| Crèche Pinocchio                    | 16, rue Ferdinand Fabre 34000 Montpellier        | Avances et recettes        |
| Crèche Robin des Bois               | 280, boulevard Pénélope 34000 Montpellier        | Avances et recettes        |
| Crèche Sophie Lagrèze               | 8, Rue Jacques Draparnaud 34000 Montpellier      | Avances et recettes        |
| Crèche Thérèse Sentis               | 655, avenue Maréchal Leclerc 34070 Montpellier   | Avances et recettes        |
| <i>Halte-garderie André Chamson</i> | <i>105, rue Gustave Eiffel 34070 Montpellier</i> | <i>Avances et recettes</i> |
| <i>Halte-garderie Europa-Assas</i>  | <i>79, rue Eugène Labiche 34000 Montpellier</i>  | <i>Avances et recettes</i> |



|  |   |                            |
|--|---|----------------------------|
| <i>Halte-garderie La Coupole</i>             | <i>45, place Zeus 34000 Montpellier</i>             | <i>Avances et recettes</i> |
| <i>Halte-garderie La Maison des Enfants</i>  | <i>1, rue Embouque d'Or 34000 Montpellier</i>       | <i>Avances et recettes</i> |
| <i>Halte-garderie les Chats Bottés</i>       | <i>24, rue Jeanne de Charrin 34080 Montpellier</i>  | <i>Avances et recettes</i> |
| <i>Halte-garderie Les Copains d' Abord</i>   | <i>1, Place Jacques Brel 34080 Montpellier</i>      | <i>Avances et recettes</i> |
| <i>Halte-garderie Les Coquelicots</i>        | <i>151bis, Rue Pablo Cazals 34000 Montpellier</i>   | <i>Avances et recettes</i> |
| <i>Halte-garderie l'Ile au Trésor</i>        | <i>18, rue Ferdinand Fabre 34000 Montpellier</i>    | <i>Avances et recettes</i> |
| <i>Halte-garderie L'Oustal Dou Canagis</i>   | <i>67, rue des Razeteurs 34070 Montpellier</i>      | <i>Avances et recettes</i> |
| <i>Halte-garderie Marie Poppins</i>          | <i>82, place Cardinal Verdier 34070 Montpellier</i> | <i>Avances et recettes</i> |
| <i>Halte-garderie Mowgli</i>                 | <i>280, boulevard Pénélope 34000 Montpellier</i>    | <i>Avances et recettes</i> |
| <i>Halte-garderie Pitchot Nanet</i>          | <i>11, rue des Tourterelles 34090 Montpellier</i>   | <i>Avances et recettes</i> |
| <i>Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême</i> | <i>328, rue Fernandel 34070 Montpellier</i>         | <i>Avances et recettes</i> |
| <i>Jardin d'enfants Les Boutons d'Or</i>     | <i>42, avenue St-Lazare 34000 Montpellier</i>       | <i>Avances et recettes</i> |
| <b>R.A.M. Antigone</b>                       | <i>438, boulevard d'Antigone 34000 Montpellier</i>  | <i>Avances</i>             |
| <b>R.A.M. Croix d'Argent</b>                 | <i>635, rue Jacques Bounin 34070 Montpellier</i>    | <i>Avances</i>             |
| <b>R.A.M. Odysseum</b>                       | <i>280 bld Pénélope, 34000 Montpellier</i>          | <i>Avances</i>             |
| <b>R.A.M. Aiguelongue</b>                    | <i>2, rue des Tourterelles, 34000 Montpellier</i>   | <i>Avances</i>             |
| <b>R.A.M. Mosson</b>                         | <i>476, avenue Barcelone, 34080 Montpellier</i>     | <i>Avances</i>             |
| <b>R.A.M. Saint Clément</b>                  | <i>311, avenue Saint Clément, 34080 Montpellier</i> | <i>Avances</i>             |

**Article 2 :** Les régies encaissent les produits des frais de gardes

**Article 3 :** Les recettes désignées à l'article 2 seront encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèque
- Carte Bancaire
- Chèque Emploi Service Universel
- Virement d'organismes sociaux
- Paiement internet
- Paiement serveur vocal

**Ces recettes seront imputées au chapitre 926**

**Article 4 :** Les montants maxima des encaisses que les régisseurs sont autorisés à conserver sont fixés au tableau ci-dessous :

| <b>Nom de l'établissement</b> | <b>Nature de la régie</b> | <b>Encaisse</b> |
|-------------------------------|---------------------------|-----------------|
| Crèche Les Elfes              | Avances et Recettes       | 13 000 €        |
| Crèche Les Petits Loups       | Avances et Recettes       | 15 000 €        |
| Crèche Agropolis              | Avances et Recettes       | 13 000 €        |
| Crèche Antigone               | Avances et Recettes       | 13 000 €        |
| Crèche Blanche Neige          | Avances et Recettes       | 12 500 €        |
| Crèche Cléonice Pouzin        | Avances et Recettes       | 11 000 €        |

107

|                                       |                            |          |
|---------------------------------------|----------------------------|----------|
| Crèche Edelweiss                      | Avances et Recettes        | 13 000 € |
| Crèche la Petite Sirène               | Avances et Recettes        | 17 500 € |
| Crèche Françoise Dolto                | Avances et Recettes        | 14 500 € |
| Crèche La Galinéta                    | Avances et Recettes        | 16 000 € |
| Crèche Le Petit Prince de Boutonnet   | Avances et Recettes        | 14 500 € |
| Crèche Les Sept Nains                 | Avances et Recettes        | 15 500 € |
| Crèche Louise Guiraud                 | Avances et Recettes        | 13 000 € |
| Crèche Adélaïde Cambon                | Avances et Recettes        | 15 000 € |
| Crèche Pinocchio                      | Avances et Recettes        | 14 000 € |
| Crèche Robin des Bois                 | Avances et Recettes        | 15 000 € |
| Crèche Sophie Lagrèze                 | Avances et Recettes        | 16 500 € |
| Crèche Thérèse Sentis                 | Avances et Recettes        | 12 000 € |
| Halte-garderie André Chamson          | <b>Avances et Recettes</b> | 5 000 €  |
| Halte-garderie Europa-Assas           | <b>Avances et Recettes</b> | 4 500 €  |
| Halte-garderie La Coupole             | <b>Avances et Recettes</b> | 3 500 €  |
| Halte-garderie La Maison des Enfants  | <b>Avances et Recettes</b> | 10 000 € |
| Halte-garderie les Chats Bottés       | <b>Avances et Recettes</b> | 3 500 €  |
| Halte-garderie Les Copains d' Abord   | <b>Avances et Recettes</b> | 3 500 €  |
| Halte-garderie Les Coquelicots        | <b>Avances et Recettes</b> | 6 000 €  |
| Halte-garderie l'Ile au Trésor        | <b>Avances et Recettes</b> | 4 000 €  |
| Halte-garderie L'Oustal Dou Canagis   | <b>Avances et Recettes</b> | 4 500 €  |
| Halte-garderie Marie Poppins          | <b>Avances et Recettes</b> | 3 500 €  |
| Halte-garderie Mowgli                 | <b>Avances et Recettes</b> | 4 500 €  |
| Halte-garderie Pitchot Nanet          | <b>Avances et Recettes</b> | 4 500 €  |
| Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême | <b>Avances et Recettes</b> | 6 000 €  |
| Jardin d'enfants Les Boutons d'Or     | <b>Avances et Recettes</b> | 6 500 €  |

**Article 5** : Le fond de caisse mis à disposition du régisseur s'élève à 20 €

**Article 6** : Les régies d'avances et de recettes paient les dépenses suivantes :

- Menues dépenses de fonctionnement
- Dépenses alimentaires

Ces dépenses seront imputées au chapitre 926

**Article 7** : Les dépenses désignées à l'article 6 seront payées selon les modes de règlements suivants :

- Numéraire
- Chèque

**Article 8** : Le montant maximum de l'avance à consentir par régisseur est fixée à : 150 €uros pour l'ensemble des crèches et haltes-garderies et pour les R.A.M. (Relais Assistantes Maternelles).



**Article 9** : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public, pour les crèches et haltes-garderies, et sera ouvert, pour les R.A.M. dans le cadre de la régie d'avance.

**Article 10** : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées tous les mois et avant que le maximum de l'encaisse ne soit atteint.

**Article 11** : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses, tous les mois, et avant que le montant des dépenses autorisées ne soit atteint.

**Article 12** : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 13** : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 14** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21/11/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 21/11/2014  
Notifiée le :

**Marché Public à Procédure Adaptée relatif à la collecte  
et transport de fonds de la billetterie du marché aux  
puces; autorisation de signer l'avenant**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009-23 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à M. Marc DUFOUR, Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier a attribué le marché n° 0M69 « collecte et transport des fonds de la billetterie du marché aux puces » à la société Brinks pour un montant de 2930, 46 € HT sur un an et 11 721, 84 € HT sur la durée du marché, c'est-à-dire 4 ans (fin marché mai 2014);
- Que des dépenses supplémentaires, dues à la mise en place d'un second point de collecte pour les recettes du marché Mosson, doivent être payées dans le cadre de ce marché à la société Brinks – sise 1, rue Cougit, secteur Méditerranée, 13015 Marseille ;

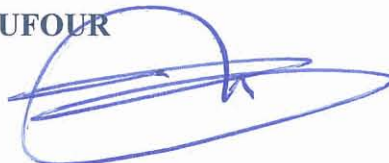
**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 en vue d'augmenter de 400 € HT le montant du marché 0M69 pour les 5 derniers mois restants sur l'exécution de la durée totale du marché ce qui porte le montant total alloué à la société Brinks à 3 330, 46 € HT / an, soit 12 121, 84 € HT / 4 ans, (soit 13, 65% du montant annuel HT);
- D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget des Affaires Economiques au titre de l'année 2014 CRB 127

Montpellier, le 22/11/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Marc DUFOUR

Publiée le : 23/11/2014  
Notifiée le :





# AVENANT N° 1

## A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

### Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : Société BRINKS

## B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché : Collecte et transport de fonds de la billetterie du marché aux puces*

*N° du marché : 0M69*

*Notifié : Mai 2010*

*Montant initial du marché :*

*Montant HT : 2 930, 46 € sur 1 an,  
soit 11 721, 84 € sur  
la durée totale du  
marché (4 ans)*

*Date de la décision autorisant la signature de l'avenant : ...../...../.....*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

Collecte et transport de fonds pour un second point de collecte pour les recettes du marché de la Mosson

## ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à : 400 € HT pour les 5 derniers mois restants du contrat.  
Le montant annuel initial du marché est de 2 930, 46 € HT.  
Le montant du présent avenant représente donc 13, 65% du montant annuel du marché initial.

## ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## ARTICLE 4 : Durée du marché

1 an renouvelable 3 fois

**Fin marché : mai 2014**

### D. Signatures des parties

A ..... , le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué,

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0011

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: location de films pour le cinéma Nestor  
Burma**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté N°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la programmation du cinéma Nestor Burma se construit au fil de l'année, en fonction de l'offre cinématographique présente sur le marché ;
- Que les films choisis sont loués auprès de leurs distributeurs respectifs, seuls détenteurs des droits d'exploitation et de diffusion ;
- Que la mise en concurrence de ces distributeurs est manifestement impossible et qu'en conséquence ce marché peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalable, conformément à l'article 28 du code des marchés publics

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité (mapa 4B0003) aux différents distributeurs de films présents sur le marché, pour un montant global maximum de 55 000 € HT pour l'année 2014 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/11/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 20/11/2014  
Notifiée le :

M13

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0012

**ZAC Nouveau Saint-Roch  
Projet de complexe hôtelier  
parcelle EW n°562  
Convention de participation entre la Ville, CIRMAD et  
la SERM**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2013/2034/T/R en date du 26/08/2013 de Mme le Maire de Montpellier, donnant à M. Michaël DELAFOSSE, Adjoint au Maire, délégué à l'Urbanisme, et à Montpellier territoire numérique, délégation de fonction ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n°2008/420 du Conseil municipal en date du 4 juillet 2008 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch ;
- Vu la délibération n°2010/400 du Conseil municipal en date du 4 octobre 2010 approuvant le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch ;
- Vu la délibération n°2009/211 du Conseil municipal en date du 4 mai 2009 approuvant le traité de concession confiant à la SERM l'aménagement de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch ;

**Considérant :**

- Qu'une demande de permis de construire a été déposée en mairie par CIRMAD, représentée par M. Jean-Pierre PLANE, Directeur Régional, pour la réalisation d'un complexe hôtelier, de logements et d'une brasserie,
- Qu'il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et CIRMAD, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, la parcelle cadastrée EW 562 objet du programme de construction étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non détenue par l'aménageur ;
- Que la SERM, aménageur de la ZAC Nouveau St-Roch, est également signataire de la convention précitée en tant que tiers receveur ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
  - . Surface de plancher (SDP) envisagée : 1164 m<sup>2</sup> de logements, 7509 m<sup>2</sup> d'hôtels et 392 m<sup>2</sup> de commerces
  - . Calcul du montant estimé de la participation ;

*MM*



Base de calcul (par m<sup>2</sup> de SDP): logements 209 €, hôtel et commerces 191 €

Logements : 1164 m<sup>2</sup> x 209 € = 243 276 €

Hôtels : 7509 m<sup>2</sup> x 191 € = 1 434 219 €

Commerces : 392 m<sup>2</sup> x 191 € = 74 872 €

Total : 1 752 367 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> SDP autorisés par le permis de construire et de ses modificatifs effectivement délivrés.

**Décide en conséquence :**

- de conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et CIRMAD, ainsi que la SERM, tiers receveur, telle qu'annexée à la présente décision ;
- d'autoriser le versement du montant de la participation directement à la SERM selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation et l'article 16.2 du traité de concession liant la Ville à la SERM pour l'aménagement de la ZAC du Nouveau St-Roch.

Montpellier, le 27/01/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27/01/2014  
Notifiée le :



MMS

**ZAC NOUVEAU SAINT ROCH**  
**CONVENTION DE PARTICIPATION**  
**aux équipements publics**  
(Art. L.311-4 du code de l'urbanisme)

**Parcelle section**  
**n° EW 562**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 2 avril 2008, modifiée le 30 mars 2009,

Ci-après dénommée « la **Collectivité** » ou « la Ville »,

**de première part,**

ET

La Société CIRMAD Grand Sud, société en nom collectif au capital de 15 000 Euros, dont le siège social est à Caluire-et-Cuire (69300), 5-7 Avenue de Poumeyrol et dont la Direction Régionale est à Montpellier (34), Immeuble Le Gaïa – 52, Rue d'Odin – B.P. 11067, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 343 156 154,

représentée par Monsieur Jean-Pierre PLANE, Directeur Régional, dont les pouvoirs de signature du de la présente convention qui lui ont été conférés le 29 octobre 2012 sont annexés aux présentes,

et désignée ci-dessous par les mots : " Le Constructeur "

**de seconde part,**

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement approuvée par délibération du conseil municipal du 4 mai 2009, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 €, dont le siège est en hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux à Montpellier (34960), Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 22 novembre 2009,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts.

Désignée par les mots « la SERM » ou « l'Aménageur »



## **IL EST EXPOSE CE QUI SUI**

Par délibération du Conseil Municipal en date du 4 février 2008, la Ville de Montpellier décidait la création de la ZAC Nouveau Saint Roch. L'aménagement de ces emprises d'une superficie de 13 hectares, aujourd'hui sous-utilisées compte tenu de leur situation, a pour objectif principal de répondre au développement du cœur de ville et à la demande en logement d'hyper-centre, à proximité immédiate de nombreux transports en commun.

Par délibération du 4 juillet 2008, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint Roch et a décidé que les constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC seront exclues de champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE).

L'aménagement de la zone a été confié à la SERM dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 4 mai 2009.

Le 4 octobre 2010 la Ville a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint Roch, précisant notamment le programme des équipements publics et des aménagements nécessaires à cette opération, ainsi que les modalités prévisionnelles de leur financement.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipeement en application de l'article 1585.C du Code Général des Impôts et aujourd'hui de la taxe d'aménagement, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quarter du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage la réalisation d'un programme immobilier sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de la ZAC dont il se rend propriétaire, mais non auprès de la SERM Aménageur. La demande de permis de construire modificative correspondante a été déposée en mairie le 8 mars 2013 sous le numéro 34172 11 V0417 M1.

La présente convention, établie en application de l'article L.311-4 du code de l'urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes au coût de l'équipement de la zone, réalisé conformément au programme des équipements publics de la ZAC (annexe 1).

## **CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI**

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

**1.1.** La présente convention concerne le terrain dont la désignation suit :

une parcelle située à Montpellier, à l'angle de la rue Pagézy et de la rue Jules Ferry,

cadastrée section EW 562  
d'une superficie totale de 1 718 m<sup>2</sup>

et faisant partie de la ZAC Nouveau Saint Roch.

**1.2.** La surface de plancher (SDP) globale maximale admise sur la parcelle est de 9 600 m<sup>2</sup>.

**1.3.** Le constructeur envisage la construction sur ce terrain :

- un hôtel, pour 7 509 m<sup>2</sup> SDP,
- des logements collectifs de standing, pour 1 164 m<sup>2</sup> SDP,
- des commerces, pour 392 m<sup>2</sup> SDP

**1.4.** La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 et modifié par délibérations du Conseil Municipal successives.

**1.5.** Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L.311-4 du code de l'urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

## **ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION**

**2.1.** En application du programme des équipements publics de la ZAC, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 4 octobre 2010, les équipements à usage des futurs habitants et activités du secteur sont mis à la charge des constructeurs de la zone par le biais des participations, objet de la présente convention.

Ces équipements, réalisés par la SERM, concernent en particulier l'extension et le renforcement des réseaux ainsi que l'aménagement d'un parc de 1,2 ha, d'espaces publics, de voiries internes ou d'accès à la ZAC et à la Gare. Les aménagements réalisés permettront notamment la desserte automobile et piétonne du programme immobilier objet de la présente convention.

**2.2.** La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, quelles que soient les catégories de construction, en proportion de la surface de plancher construite.

## **ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION**

### **3.1. Programme**

Le constructeur envisage la réalisation sur le terrain visé à l'article 1 d'un programme immobilier de **9 065m<sup>2</sup>** SDP globale, répartie de la façon suivante :

- un hôtel, pour 7 509 m<sup>2</sup> SDP,
- des logements collectifs de standing, pour 1 164 m<sup>2</sup> SDP,
- des commerces, pour 392 m<sup>2</sup> SDP

### **3.2. Modalités de calcul**

Sur la base du programme défini à l'article 3.1, le montant de la participation du constructeur est fixé à :

- o **209 €** par mètre carré de SDP pour les logements, soit pour 1 164 m<sup>2</sup> SDP, un montant de 243 276 euros (deux cent quarante-trois mille deux cent soixante-seize euros).
- o **191 €** par mètre carré de SDP pour l'hôtel et les commerces soit pour 7 901 m<sup>2</sup> SDP, un montant de 1 509 091 euros (un million cinq cent neuf mille quatre-vingt-onze euros).

La participation représente donc un total de **1 752 367 euros** (un million sept cent cinquante-deux mille trois cent soixante-sept euros).

Elle sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.



- 3.3. Le montant total de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> SDP autorisés par le permis de construire et de ses modificatifs effectivement délivrés.

#### **ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT**

- 4.1. Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la SERM dans les huit jours de sa délivrance.
- 4.2. En application de la concession d'aménagement approuvée le 4 mai 2009, passée entre la Collectivité et la SERM chargée de l'aménagement et de l'équipement de la zone, le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la SERM.
- 4.3. Le constructeur s'engage à verser l'intégralité de la participation au coût des équipements publics de la zone dans les dix jours suivants la première des deux échéances suivantes : établissement de la DROC ou démarrage effectif des travaux autorisés par le permis de construire
- 4.4. Passée sa date d'échéance, la somme due au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, portera intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer.

#### **ARTICLE 5 – INDEXATION**

Le versement prévu à l'article 4 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à échéance du rapport « I/Io » dans lequel :

- « Io » est le dernier indice connu à la date de la décision de Madame le Maire approuvant la présente convention, soit 703,90 (indice TP01 au 1<sup>er</sup> septembre 2013, publié au Journal Officiel du 31 décembre 2013).
- « I » est le dernier indice connu 15 jours avant la date d'échéance considérée.

#### **ARTICLE 6 – DEGREVEMENT**

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, de péremption du permis de construire ou son annulation, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Le permis modificatif, la décision d'annulation, la décision de retrait ou le constat de caducité du permis doivent être adressés sous 15 jours à la SERM.

Le remboursement des sommes versées en excédant doit intervenir sous 40 jours à compter de la notification prévue ci-dessus. Passée sa date d'échéance, la somme due au titre de l'article 6, portera intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage la SERM de son obligation de payer.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

#### **ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION**

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

#### **ARTICLE 8 – LITIGES**

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

#### **ARTICLE 9 – FRAIS**

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

#### **ARTICLE 10 – EFFETS**

- 10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.
- 10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.



#### **ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'hôtel de ville,
- Pour le Constructeur en son siège administratif,
- Pour la SERM en son siège administratif

Fait à Montpellier,

Le .....

(en cinq exemplaires originaux)

**Pour la Collectivité**

**Pour le Constructeur**

**Pour la SERM**



## **ZAC NOUVEAU SAINT ROCH CONVENTION DE PARTICIPATION**

### **ANNEXE 1 :**

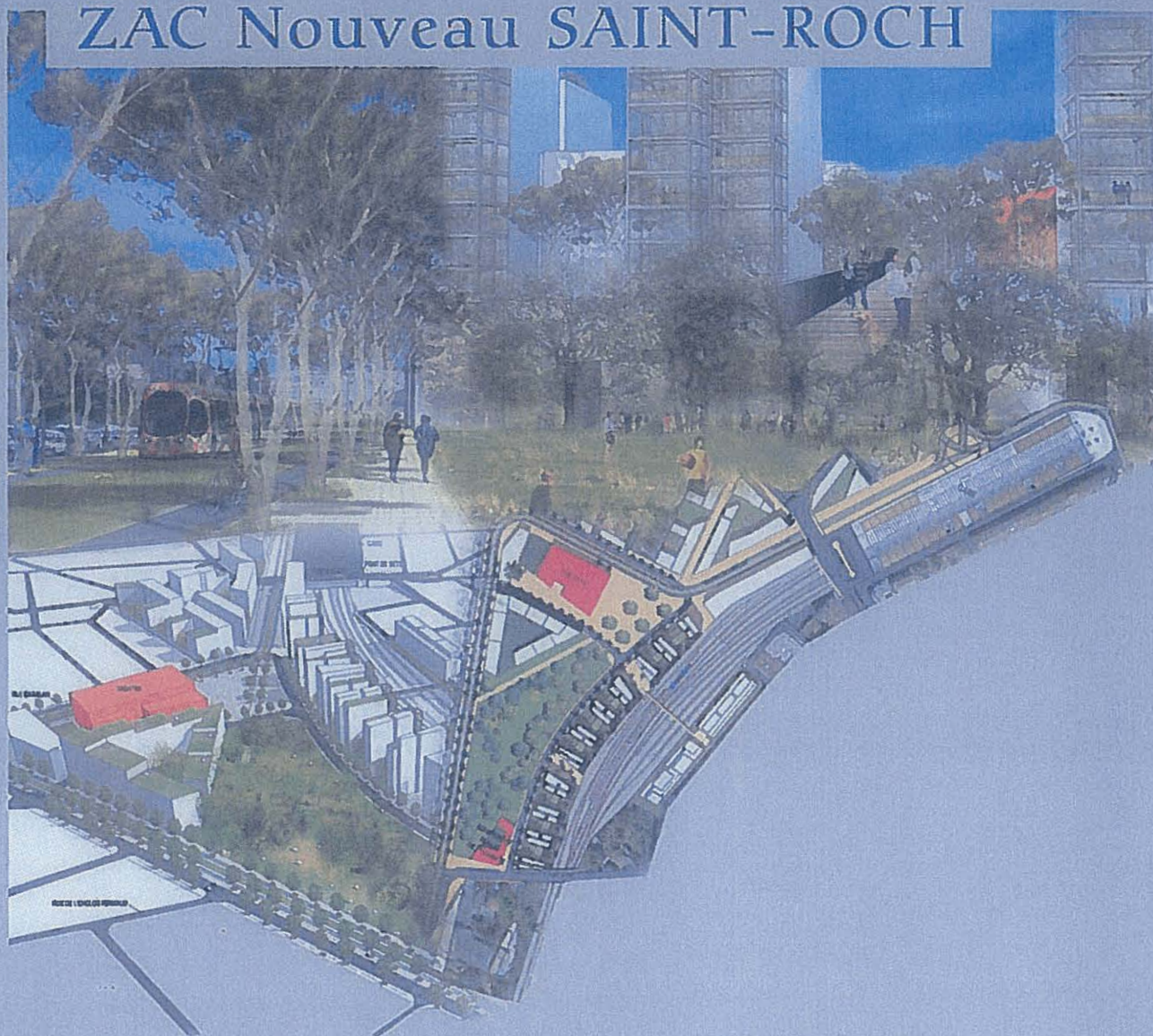
- Programme des équipements publics de la ZAC approuvé au Conseil Municipal du 4 octobre 2010 ;
- Modification du programme des équipements publics de la ZAC approuvée au Conseil Municipal du 23 juillet 2012 ;



Approuvé au Conseil Municipal du 4 oct 2010

VILLE DE MONTPELLIER - HÉRAULT

## ZAC Nouveau SAINT-ROCH



MAÎTRISE D'OUVRAGE

**SERM**



MAÎTRISE D'ŒUVRE

**Architectes :**

Paul CHEMETOV - Paris

Emmanuel NEBOUT - Montpellier

**Paysagiste :** Michel DESVIGNES - Paris

**BET :** IOSIS/EGIS - Montpellier

PHASE : **DOSSIER DE RÉALISATION**

DÉSIGNATION :

**PROJET DE PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS**

1123



## PROJET DE PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS

La création d'un nouveau quartier de centre ville sur les emprises libérées de la Poste puis ceux de la SNCF et de RFF préfigure ce nouveau territoire qui ne se contentera pas d'inclure un pôle d'échanges remarquable au sein duquel les différents réseaux et modes de déplacement sont inter connectés afin d'offrir une offre globale et optimisée de transport mais contribuera aussi et surtout au redéploiement de l'hyper centre et de son attractivité commerciale vers le sud ; il sera également un élément fédérateur et structurant pour l'amélioration, la reconquête et la requalification des quartiers environnants représentant ainsi le dernier lieu offrant un tel potentiel en ville.

Dans ces conditions la ZAC du NOUVEAU SAINT ROCH ne peut être une continuité architecturale et urbaine elle doit posséder sa propre forme urbaine dans un rapport maîtrisé avec les formes adjacentes et en jouant son insertion dans le dispositif urbain central par la qualité des liaisons fonctionnelles, par la complémentarité des programmes et par l'articulation des espaces publics, anciens et nouveaux, publics et privés, ainsi que par des perméabilités visuelles et d'effets de perspectives.

La ZAC du NOUVEAU SAINT ROCH pour être exemplaire réunira deux vertus et concernera trois échelles de territoire :

- **Deux vertus :**

- de par sa participation à l'extension spatiale et au développement quantitatif et qualitatif du centre ville elle doit permettre une "mise à l'échelle" de la centralité pour s'installer dans le standard des villes de tailles comparables ;
- de par son effet d'entraînement et de redynamisation sur les quartiers adjacents de l'ensemble des quartiers du centre ville actuel elle sera le vecteur et le catalyseur d'un changement en profondeur.

- **Trois échelles :**

- celle de l'agglomération. La ZAC du NOUVEAU SAINT ROCH doit accueillir au delà du pôle d'échange majeur de la gare et du tramway un équipement public de même rayonnement et des équipements privés spécifiques (Sièges sociaux, hôtel, centre commercial) ;
- celle du centre élargi, elle doit offrir aux quartiers voisins des équipements et des aménités qui leur font défaut et au premier rang duquel un parc urbain trouvera toute sa légitimité ;
- celle du quartier où elle doit offrir un habitat de qualité doté d'une existence et d'une identité complètes contribuant ainsi à la revalorisation des modes de vie de Centre Ville.



Le programme de cette opération d'aménagement et requalification urbaine se décomposera comme suit :

- 100 000 à 120 000 m<sup>2</sup> de SHON logements soit 3 500 personnes et 1 700 appartements dont la conception devra être innovante notamment en matière de développement durable et de haute qualité environnementale ;
- 30 000 à 50 000 m<sup>2</sup> de SHON tertiaires et commerciales et hôtellères ;
- Un équipement public culturel éventuellement ;
- Une école maternelle si les besoins du quartier ne peuvent être satisfaits par l'offre existante de proximité ;
- 1 600 places de stationnements inscrits dans un parking souterrain ;
- Un parc public de 13 000 m<sup>2</sup> véritable poumon vert du centre ville ;
- Pôle d'échange multi modal complet.

## LE PARTI D'AMENAGEMENT

Le parti d'aménagement repose sur trois éléments structurants, la transformation de la gare, la traversée de la ligne 2 du tramway au sein de la ZAC et plus largement l'offre de transport public et enfin un équipement public structurel.

La composition du plan de masse s'articule autour du parc René Dumont qui prolonge, amplifie et fait aboutir dans le Centre Ville le continuum végétal existant le long des voies de chemin de fer.

Cette puissante strate arborée unitaire constituée de grands arbres majestueux en forme libre définira une canopée élevée créant ainsi un jeu de clairière et de boisement.

Sous les frondaisons, les espaces publics, les places et squares pourront s'épanouir.

Cette superposition d'une référence de nature avec une composition urbaine devra le long des voies ferrées donner du sens et du lien à la fois à l'intérieur de la ZAC mais aussi aux quartiers adjacents qu'elle intègre sans coutures artificielles par un jeu de contraction et de dilatation de l'espace de sorte que l'image de ce quartier soit associée au végétal. Symboliquement le parc enracine le quartier dans son territoire tout en constituant des lignes d'horizon.

Ces éléments ainsi fixés poursuivent l'échelle et la structure de la Ville tant dans sa transition des espaces verts des faubourgs vers le Centre Ville que dans le traitement du bâti en lots formalisés ou en implantation plus libres tout au long du quai des voies ferrées du carrefour de la Perruque jusqu'au pont de Sète.

Ce front bâti dont la conception architecturale et technique répondra aux critères de développement durable et aux nouveaux modes d'habiter en Ville, tendra une courbe nervurée soulignant la puissance et la tonicité du quartier.

La ZAC du NOUVEAU SAINT ROCH, contribue au développement des équipements publics du centre ville, et bénéficie des équipements publics structurants programmés ou existants et dont la vocation dépasse les besoins des futurs habitants et usagers du futur quartier.

M25



## **1. EQUIPEMENTS PUBLICS EXISTANTS OU PROJETES DONT L'AIRES D'INFLUENCE INCLUT LA ZAC DU NOUVEAU ST ROCH**

### **1.1. EQUIPEMENTS EXISTANTS**

Un nombre considérable d'équipements existants se situent à proximité du quartier du NOUVEAU SAINT ROCH et bénéficieront aux futurs habitants et usagers du quartier :

#### **EQUIPEMENTS SPORTIFS, CULTUREL ET DE DETENTE**

Le centre ville est structuré et ponctué par de nombreux espaces verts, parcs publics de détente et de promenade qui participent étroitement à la qualité de vie des quartiers qui le composent.

La multitude d'espaces de transition végétalisés accompagnent quatre espaces majeurs : le jardin Botanique 56 000 m<sup>2</sup>, l'esplanade du Peyrou, (42 000m<sup>2</sup>) l'esplanade (42 000m<sup>2</sup>) reliant la place de la Comédie vers le Corum et enfin le parc Richter (25 000m<sup>2</sup>). Plus subtilement le square Pagezy annoncera et préfigurera le parc René Dumont. L'ensemble de ces parcs représente un usage et une symbolique puissante.

Comme les différents quartiers du centre ville, le NOUVEAU SAINT ROCH bénéficiera directement de nombreux équipements culturels : Opéra Comédie, Corum, musée Fabre, carré Sainte Anne, du conservatoire national de Musique et de Danse de la médiathèque Fellini, de la Très Grande Bibliothèque et bibliothèque universitaire, de la maison pour tous Voltaire et nombreux petits musées et théâtres thématiques mais aussi de la proximité à 10 mn en tramway du complexe culturel de Grammont (Zénith, Plaine de Rock) et de nombreux équipements au sein du pôle ludico-commercial d'Odysseum, Maison de l'Agglo, aquarium, planétarium, d'activités ludiques (cinéma, bowling, karting, restaurants et discothèques) et de commerces (centres commerciaux – grandes enseignes). La situation intermodale du quartier NOUVEAU SAINT ROCH permet de relier en 15 mn en moyenne 90 % de l'offre culturelle, sportive et de loisirs de Montpellier et de son agglomération.

#### **EQUIPEMENTS D'ENSEIGNEMENT (LES PLUS PROCHES)**

- Crèches collectives (Vieussens, Riu, Jeanne D'arc)
- Groupe scolaire boulevard Clémenceau, lycée et collèges Mermoz Joffre
- Universités pharmacie, Médecine, droit sciences Eco et plus de 50% de l'offre disponible à moins de 15 mn du quartier du NOUVEAU SAINT ROCH

#### **TRANSPORTS EN COMMUN**

L'accès à la future ZAC via les transports en commun se fait par :

- Le réseau de bus interurbain, les cars départementaux et régionaux ;
- La première ligne de tramway 1 arrêt devant la gare, la ligne 2 (3 arrêts gare, Vieussens, Maurin) ;
- La future ZAC sera, à terme, directement desservie par la troisième ligne de tramway et à proximité par la ligne 4 dans sa version « circulaire » ;
- Le réseau TER en pleine expansion et les réseaux grandes lignes y compris le TGV.



## 1.2. EQUIPEMENTS FUTURS

PLUSIEURS GRANDS EQUIPEMENTS PUBLICS STRUCTURANTS SONT PROGRAMMES DANS LE SECTEUR :

- La Zac Pagezy dont la programmation devrait singulièrement s'articuler avec celle de la Zac du Nouveau Saint Roch pour constituer un axe de développement Nord Est Sud Ouest
- La rénovation de la gare Saint Roch en pôle d'échange multimodal :
  - Le rôle majeur de la gare Saint Roch comme une des portes d'entrée en Languedoc-Roussillon et dans l'Hérault, nœud central entre les transports collectifs urbains (tramway, bus, ..), interurbains, régionaux et nationaux (Services Régionaux de Voyageurs, Grandes Lignes,...) sera conforté dans la prochaine décennie par les différents projets suivants dans un contexte général de développement ferroviaire :
  - Le développement ferroviaire en Languedoc-Roussillon (cadencement programmé fin 2011, origine/terminus Lunel-Sète fin 2013, ...) avec un objectif de la Région Languedoc-Roussillon de densifier l'offre Services Régionaux de Voyageurs à trois Services Régionaux de Voyageurs en heure de pointe dans l'aire urbaine de Montpellier ;
  - L'extension programmée du réseau de transports collectifs de l'agglomération de Montpellier : 2 lignes de tramway existantes, complétées à l'horizon 2012 par la ligne 3 et à l'horizon 2015 par la desserte de proximité de la ligne 4, lignes qui une fois construites placeront la gare Saint Roch au centre d'un vaste réseau desservant en étoile la grande agglomération de Montpellier,
  - la réorganisation de la desserte de la gare par les cars départementaux et les cars Services Régionaux de Voyageurs en cohérence avec le PDU de l'agglomération de Montpellier et les projets de développements transports en commun à l'échelle du Département et de la Région,
- Le futur Hôtel de Ville en construction et son parc de 4 ha sur Port Marianne ;
- Le futur centre régional d'art contemporain sur la Zac Parc Marianne.



## **2. LE PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC DU NOUVEAU ST ROCH**

Le chapitre précédent décrit l'ensemble des équipements publics qui sont ou qui seront prévus dans le centre ville de Montpellier ou à proximité immédiate et dont les futurs habitants et usagers du quartier de la ZAC du NOUVEAU SAINT ROCH pourront bénéficier.

Le chapitre qui suit ne retient que ceux qui font partie intégrante du programme des équipements publics de la ZAC du NOUVEAU SAINT ROCH, correspondant totalement ou partiellement aux besoins des habitants et usagers futurs de la ZAC, et dont le financement est assuré en totalité ou pour partie dans le cadre de cette ZAC.

### **2.1. PRINCIPE DE DISTRIBUTION VIAIRE**

#### **SITUATION**

L'opération, d'une superficie d'environ 9ha5, est située au sud de la commune de Montpellier, quartier de la Gare, en bordure de la voie de chemin de fer. Elle se divise en deux secteurs d'aménagement au Nord et au Sud de la voie SNCF.

L'opération Quartier Saint Roch est accessible à partir d'un tissu urbain existant :

1. pour le secteur Nord :
  - les Boulevards BERTHELOT et VIEUSENS à l'Ouest,
  - l'avenue de MAURIN au Nord,
  - la rue CATALAN à l'Est
2. pour le secteur Sud :
  - la rue COLIN.

Elle est desservie par la ligne 2 du Tramway de Montpellier qui longe l'avenue de Maurin et la rue Catalan ainsi que par la ligne 1.

#### **PRINCIPE DE LA DISTRIBUTION VIAIRE**

Deux secteurs d'aménagement principaux sont situés de part et d'autre de la voie SNCF. Le secteur d'aménagement situé au Nord de celle-ci, accessible à partir du tissu viaire existant, est composé d'opérations immobilières (bureaux, commerces, logements et divers) desservies par les voies nouvelles et d'un parc public. Le secteur situé au Sud concerne la réalisation d'immeubles de bureaux et de logements en bordure de la voie ferrée et desservi par la rue Colin qui sera réaménagée.

Le projet prendra en compte les traversées à réaliser au niveau de la plateforme Tramway suivant les contraintes d'exploitation, notamment avenue de Maurin et rue Catalan prolongée.

Toutes les traversées réseaux de la plateforme Tramway seront réalisées par forage horizontal pour limiter les perturbations.

Les interventions sur la voie Tramway seront réalisées de préférence de nuit en dehors des périodes d'exploitation

1128



La ZAC sera desservie par un système de voies de distribution et de desserte organisé autour de voies existantes et à créer comme suit :

**Axes structurants :**

- L'avenue de Maurin depuis le boulevard Vieusens jusqu'à la place St Denis,
- La rue Catalan depuis l'avenue de Maurin jusqu'au pont de Sète.

**Le réseau interne :**

- La future avenue parallèle aux voies ferrées qui assurera une fonction de desserte à la fois au programme de logements et au Parc public mais permettra aussi un accès au parking souterrain situé sous les ilots 2,3 et 4 ;
- La ZAC disposera également d'une voie longeant la Direction régionale de la SNCF et reliant l'avenue de Maurin et la nouvelle voie à créer parallèle aux voies ferrées.

## **2.2. LA VOIRIE**

### **2.2.1. Composition des voies**

Le projet propose des voies nouvelles aux profils en travers différents et des réaménagements de voies existantes, certains de ses profils pourront être modifiés afin de donner une importance encore plus significative au par René Dumont.

▪ **Voies internes secteur Nord**

Voies d'emprise de 11 mètres ayant les caractéristiques dimensionnelles suivantes :

- Deux trottoirs de 1,50 m, pente transversale 2 % vers fil d'eau voirie,
  - Un parking longitudinal de 2m, pente transversale 2 % vers fil d'eau voirie,
  - Une chaussée à double sens de 6 m, profil en toit, pente transversale de 2,5 %
- **Avenue de Maurin : Réaménagement du profil en travers de la voie existante :**
- Reprise du trottoir en bordure de la voie tramway,
  - Une chaussée à double sens de 6m, profil en toit, pente transversale de 2,5%
  - Un parking longitudinal de 2m, pente transversale 2 % vers fil d'eau voirie,
  - Un trottoir de 2,40m, pente transversale 2 % vers fil d'eau voirie.
- **Rue Catalan : Réaménagement du profil en travers de la voie existante :**
- Reprise du trottoir en bordure de la voie tramway,
  - Une chaussée à double sens de 5,50m, profil en toit, pente transversale de 2,5%
  - Un parking longitudinal de 2m, pente transversale 2 % vers fil d'eau voirie,
  - Un trottoir de 2m, pente transversale 2 % vers fil d'eau voirie.
- **Rue Colin : Réaménagement du profil en travers de la voie existante**

**Profil 1**

- Un espace piéton de 5,50 m, pente transversale 2 % vers fil d'eau voirie.

M29



- Une chaussée à double sens de 5m, profil en toit, pente transversale de 2,5 %
- Un trottoir de 1,50 m, pente transversale 2 % vers fil d'eau voirie.

#### Profil 2

- Deux trottoirs de 1,50 m, pente transversale 2 % vers fil d'eau voirie.
- Une chaussée à double sens de 5 m, profil en toit, pente transversale de 2,5 %.

#### 2.2.2. Bordures

La chaussée et les parkings longitudinaux seront délimités par des bordures hautes, les espaces verts et les trottoirs par des bordurettes type P1. Au fil d'eau des parkings le projet prévoit la pose de caniveaux type CC1.

Les bordures et caniveaux seront en pierre, en pierre reconstituée ou en béton selon le choix de l'Architecte en Chef de l'Opération.

Les entourages d'arbre 1,50 m x 1,50 m seront composés de bordures et d'une grille décorative sur cadre cornière et traverses métalliques.

#### 2.2.3. Constitution des voies

Les hypothèses prises en compte pour le dimensionnement des structures sont les suivantes :

- Classe de trafic TC4/20 (Inférieur à 300 PL/J)
- Plate-forme PF2.

##### Chaussée :

- Couche de fondation GNT 0/315 ép. = 40 cm
- Couche de base grave bitume 0/14, ép. = 18 cm
- Couche de roulement BBSG 0/10 Basalte à raison de 150 kg/m<sup>2</sup> et BB Drainant ou phonique Basalte à raison de 100 kg/m<sup>2</sup>

##### Trottoir:

- Couche de fondation GNT 0/315 ép. = 25 cm,
- Revêtement dallage béton désactivé ép. = 12 cm, y compris treillis soudé – ou fibré, bandes structurantes en pierre posée sur grave ciment et mortier

##### Parking:

- Couche de fondation GNT 0/40 ép. = 30 cm,
- Couche de base GNT 0/20 ép. = 20 cm
- Couche de roulement BBSG 0/10 Basalte à raison de 120 kg/m<sup>2</sup>

Les constitutions de chaussée sont données à titre indicatif et devront être confirmés par une étude de sol établie par un laboratoire agréé.

1130



### 2.3. LES AMENAGEMENTS PAYSAGERS ET LE PARC PUBLIC

Le projet prévoit :

- La plantation d'arbres haute tige en alignement en bordure de chaussée délimitant les emplacements de stationnement, ils pourront être doublés afin de prolonger encore davantage le parc ;
- Un parc public paysagé. La conception adoptée repose sur une trame d'orientation unique sur la totalité du site et axée sur l'avenue de Maurin mais composée par une double densité afin de créer une identité affirmée et créer une variété d'ambiance modulable. De même la pente générale du parc sera calée toujours sur le même axe avec une pente continue de 2.5% permettant d'enrichir la canopée et ainsi la multiplicité des usages (squares, places lieux de promenades à pied en vélo..) tout en définissant des clairières et permettant aussi des dénivelés propres à accueillir un bassin arboré de rétention des eaux pluviales.

Le quartier du NOUVEAU SAINT ROCH se lira de façon unique par la liaison des espaces végétalisés privés avec le parc public offrant la même cohérence que ce soit du point de vue du piéton dont le regard sera attiré vers l'intérieur du parc, de l'automobiliste guidé par la mono orientation arbustive ou encore par les habitants des logements les plus élevés qui percevront le parc comme une masse végétale dense qui viendra humaniser par un effet nature la densité architecturale en lui donnant sens.

Le parc sera planté d'arbres de haute tige avec des variétés issues de la charte de l'arbre de la ville de Montpellier selon un axe nord Est Sud Ouest, les clairières seront engazonnées avec des graminées nécessitant peu d'eau, la strate arbustive sera variée afin des dissocier les fonctions des différents espaces et permettre des perméabilités visuelles. Les aménagements de cheminements piétonnier et cyclables seront pourvus d'un éclairage par candélabres h=4,50m.

Les plantes et arbres seront arrosés à partir d'un réseau de bouches d'arrosage raccordé au réseau eau potable. Il n'est pas prévu de réseau automatique ;

Le projet intègre une trame piétonne à la fois transversale et longitudinale favorisant les déplacements entre l'avenue de Maurin et la voie parallèle aux voies ferrées mais aussi entre la rue Catalan et le boulevard Vieussens. Le parc sera ceinturé par une grille de 1,50m dissimulée afin de ne pas contrarier les perceptions internes du parc.

Le cœur des îlots, jardins et promenades intègrent des cheminements doux très accessibles (liens avec le tramway).

Enfin, le projet favorise des déplacements doux et alternatifs, venant se greffer aux cheminements mixtes cyclables et notamment jusqu'au pôle d'échange multimodal.

Les chemins piétonniers auront une largeur variable et seront en béton désactivé, ou lissé et/ou en stabilisé.



### 3. RESEAUX

#### 3.1. Moyenne tension

Le projet comprend la création de postes de transformation de distribution publique, puissance maximale 1000 KVA assurant l'alimentation en énergie électrique des opérations immobilières.

Ces postes de transformation seront de préférence intégrés dans les immeubles et seront alimentés en coupure d'artère à partir des réseaux HTA existants boulevard Berthelot, rue Catalan.

Les puissances à fournir seront déterminées en fonction des opérations immobilières à prendre en compte (bureaux, commerces, logements).

Les hypothèses de calcul pour déterminer les puissances à fournir pour les différents secteurs et la répartition des postes de transformation sont les suivantes :

Logements  $70 \text{ m}^2 =$  puissance 6 KW  
Coefficient de foisonnement 0,6

Tertiaire :

- bureaux :  $50 \text{ W/m}^2$  Coefficient de foisonnement 0,4 à 0,6
- commerces :  $70 \text{ W/m}^2$  Coefficient de foisonnement 0,8

Activités :  $50 \text{ W/m}^2$  Coefficient de foisonnement 0,4 à 0,6

Pour les secteurs tertiaires, nous supposons un coefficient de foisonnement moyen de 0,5.

Le câble HTA pour l'alimentation des postes de transformation répondra à la norme EDF HN33S23 section  $3 \times 240 \text{ mm}^2$

#### 3.2. Basse tension

Le projet prévoit l'alimentation de chaque opération pour un réseau BT issu du poste projeté ou existant.

Pour chaque opération, il est prévu à partir du poste de transformation un ou plusieurs départs Basse Tension y compris la pose d'un coffret de raccordement type RMBT en limite de lot.

Les câbles mis en place répondront à la norme EDF HN33S33 dont les sections seront déterminées en fonction des puissances à fournir.



### 3.3. Télécommunications

Le projet prévoit la réalisation d'un réseau télécom type Ville de Montpellier connecté avec les réseaux France Télécom existants notamment boulevard Berthelot, avenue de Maurin et rue du Grand Saint Jean.

Ces réseaux projetés, composé de fourreaux Ø60 mm et Ø42/45 mm et de chambres de tirage et de répartiteurs assureront la desserte des opérations immobilières, une attente étant prévue pour chacune d'elles.

Nota : le câblage sera réalisé par l'opérateur

### 3.4. Eclairage public

L'éclairage des voies sera assuré par la pose de candélabres routiers composés d'un mât aluminium h = 8 m équipé d'un ou deux luminaires, puissance 100 à 250 W SHP, à raison d'un tous les 27 à 30m environ.

Pour l'éclairage des cheminements du parc public il est prévu la pose de candélabres h=4,50m à raison d'un tous les 20m environ, équipement et lampe 100w.

L'alimentation des appareils sera réalisée soit à partir d'un candélabre existant, soit à partir d'une armoire de commande projetée, y compris comptage.

Chaque candélabre sera mis à la terre par câble cuivre nu 25 mm<sup>2</sup> posé en fond de tranchée et raccordé aux masses métalliques.

L'installation sera conforme aux normes en vigueur (C15100-C17200).

Les voies, ainsi que les places et espaces publics, seront équipés de candélabres de hauteur et de puissance en adéquation avec les caractéristiques des espaces à éclairer, leur fonctionnalité et les intentions de mise en lumière.

### 3.5. Gaz

Le projet prévoit l'extension du réseau Gaz existant aux abords de l'opération qui permettra d'assurer l'alimentation des Immeubles de bureaux, commerces et logements.

Nota :

- les dessertes HTA et GAZ feront l'objet de convention entre le Maître d'Ouvrage et EDF – GDF
- le passage des réseaux en traversée de la plateforme Tramway sera réalisé par forage horizontal
- les interventions en traversée de la plateforme Tramway seront réalisées de préférence de nuit hors exploitation de la ligne et seront soumises à autorisation suivant les procédures mis en place par TAM



### 3.6. Eau potable Arrosage

Le projet prévoit la réalisation de réseaux AEP maillés à l'existant :

#### a. Secteur Nord

- maillage DN 200mm entre la rue du Grand Saint Jean et le Boulevard Berthelot,
- maillage DN 150mm rue Catalan entre l'avenue de Maurin et le DN 200mm projeté sous la nouvelle voie au Sud le long de la voie ferrée,
- le maillage DN 200mm entre l'avenue de Maurin et le DN 200mm projeté sous la nouvelle voie au Sud le long de la voie ferrée par la voie transversale.

#### b. Secteur Sud

- maillage DN 150mm entre le Boulevard Berthelot et la rue Paul Boyer

La sécurité incendie sera assurée par la mise en place d'hydrants répartis le long des réseaux projetés en fonction des projets immobiliers.

Les réseaux AEP projetés seront dimensionnés suivant le calcul des consommations déterminées en fonction des opérations immobilières à desservir (bureaux, commerces, logements et opérations diverses) et du nombre d'équivalent habitant par opération.

#### Paramètres de consommation

Les paramètres de consommation en eau potable retenus pour le dimensionnement des réseaux sont réalisés à partir des potentialités de constructibilité et en fonction des paramètres ci-après :

|  |   |
|--|---|
| Habitat                                    | 200 l/hab/j à raison de 3 habitants par logement de 70 m <sup>2</sup>                                 |
| Activités tertiaires, bureaux<br>commerces | 70 l/j/emploi à raison de 1 emploi pour 20 m <sup>2</sup> ,<br>soit 3 emplois = 1 équivalent habitant |
| Activités commerciales                     | 40 m <sup>3</sup> /j/ha (1 emploi pour 50 m <sup>2</sup> )  |

Chaque immeuble sera alimenté par un branchement DN100 mm depuis le réseau principal, muni d'un dispositif de sectionnement (vanne sous bouche à clé).

Le réseau d'arrosage alimenté à partir du réseau AEP comprendra des conduites polyéthylène et des bouches d'arrosage DN40. Au droit de chaque piquage sur la conduite AEP, il est prévu une vanne et une niche compteur.



### 3.7. Eaux usées

Les eaux usées seront collectées par un réseau en mode séparatif gravitaire raccordé soit aux collecteurs existants soit directement au ruisseau unitaire des Alguerelles rue du Grand Saint Jean, le projet prévoit un branchement en attente par lot ou immeuble.

#### Paramètres de consommation

Le dimensionnement des collecteurs est basé sur la consommation d'eau potable et les paramètres suivants :

|  |   |
|--|---|
| Habitat                                  | 150 l/hab/j à raison de 3 habitants par logement de 70 m <sup>2</sup> moyen                         |
| Activités tertiaires, commerces, bureaux | 50 l/j/emploi à raison d'1 emploi pour 20 m <sup>2</sup><br>soit 3 emplois = 1 équivalent habitant. |
| Activités commerciales                   | 30 m <sup>3</sup> /j/ha (1 emploi pour 50 m <sup>2</sup> )  |

Le réseau sera réalisé en conduite PVC série assainissement CR8 classe 34 avec regard DN1000 tous les 40 à 60 ML.

Le réseau mis en place et les ouvrages seront conformes aux prescriptions du fermier et au cahier des charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La réception des ouvrages EU sera réalisée suivant le protocole mis en place par la Communauté d'Agglomération de Montpellier comprenant notamment tous les essais d'étanchéité, le rapport d'inspection télévisuelle des collecteurs et des branchements, tous les essais de compactages des tranchées (plaques, pénétromètres), les plans de récolement renseignés, et toutes les notices techniques et documents nécessaires à la compréhension des ouvrages réalisés.

### 3.8. Eaux pluviales

Le réseau Eaux pluviales fonctionnera gravitairement en mode "séparatif", assurant la collecte des eaux de ruissellement de la voirie et des parcelles, un branchement par lot en attente. Il sera dimensionné pour une pluie de période de retour de 10 ans.

L'installation sera conforme à l'étude effectuée au titre de la loi sur l'eau.

Les eaux seront collectées et envoyées dans le bassin de rétention dimensionné pour une période de retour centennale, positionné dans le parc public. Ce bassin sera réalisé en deux parties :

- c. Partie bassin à ciel ouvert d'une superficie de 5 400m<sup>2</sup> pour une capacité de stockage de 3 800 m<sup>3</sup>, profondeur moyenne 0,70m
- d. Partie bassin enterré d'une capacité de 1 400 m<sup>3</sup> pour une profondeur de 1m correspondant à la pluie annuelle.

Le bassin de rétention enterré sera réalisé suivant la méthode Wavin Q-Bic ou Srankische ou similaire composé d'éléments cubiques agencés pour obtenir la capacité de stockage souhaitée y compris membrane Géotechnique pour assurer l'étanchéité.



La partie du bassin de rétention à ciel ouvert sera étanchée par la pose d'une géomembrane, protégée par un produit géosynthétique type Teracro ou similaire permettant de stabiliser la couverture de terre végétale. La surface du bassin sera engazonnée et éventuellement plantée en partie

Les eaux de ruissellement, passeront au travers d'un ouvrage de prétraitement type séparateur à hydrocarbures avant leur rejet dans le réseau existant, l'exutoire principal de la zone étant le ruisseau des Aiguerelles situé rue du Grand Saint Jean. Le débit de fuite des bassins de rétention sera raccordé au collecteur existant posé en traversée des voies ferrées (côte de rejet environ 23,90 NGF).

Pour les voies existantes réaménagées, le projet prévoit les modifications nécessaires des ouvrages de recueil des eaux de ruissellement adaptés au nouveau profil de la voirie, les collecteurs EP ou unitaire étant conservés dans l'état, les voies concernées étant le Boulevard Berthelot, l'avenue de Maurin et les rues Catalan et Colin.

Pour les ouvrages de recueil des eaux pluviales raccordés à un collecteur unitaire (tels que avenue de Maurin, rue Colin...) le projet prévoit la pose de bouche inodore.

Le réseau sera constitué de canalisations en béton centrifugé armé, série 135 A ou 90 A, de regards de visite et de bouches d'engouffrement.

**L'ensemble des dispositions prises sera conforme à la validation du projet de portée à connaissance relatif à la protection de la ressource en eau dont une copie se trouve dans le chapitre annexes techniques du présent dossier de réalisation.**



#### 4. EQUIPEMENT PUBLIC

Une emprise foncière d'environ 4 000 m<sup>2</sup> a été réservée afin de permettre la réalisation d'un équipement public de proximité si l'opportunité s'établissait dans les années à venir

La nature de cet équipement n'est pas définie au stade du dossier de réalisation.  
De même un équipement d'enseignement de la petite enfance est envisagé mais ne sera programmé dans les années à venir que si son implantation devenait indispensable.

La destination de ces équipements sera arrêtée par la Collectivité dans une phase ultérieure en fonction des besoins qui seront identifiés à l'échelle du quartier, au fur et à mesure de l'avancement de l'opération.



## LES EQUIPEMENTS PUBLICS DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT

### *Les infrastructures, voiries et réseaux internes*

| Nature des équipements  | Maître d'ouvrage  | Financement                            |
|---|---|--|
| Voies et places, et leurs réseaux d'accompagnement, y compris assainissement, éclairage, traitement paysager et qualitatif, mobilier urbain | Aménageur<br>Concession d'Aménagement<br>Ouvrages remis à la Ville de MONTPELLIER   | 100 % ZAC                              |
| Assainissement en eaux usées<br>A l'intérieur de la ZAC   | Aménageur<br>Concession d'Aménagement<br>Réseau remis à la Communauté d'Agglomération   | 100 % ZAC                              |
| Assainissement en eaux pluviales<br>A l'intérieur de la ZAC   | Aménageur<br>Concession d'Aménagement<br>Ouvrages remis à la Ville de MONTPELLIER   | 100 % ZAC                              |
| Adduction d'eau potable et défense incendie<br>A l'intérieur de la ZAC  | Aménageur<br>Concession d'Aménagement<br>Ouvrages remis à la Communauté d'Agglomération   | 100 % ZAC                              |
| Alimentation électrique<br>à l'intérieur de la ZAC<br><br>- génie civil et câblage :<br><br>- équipements des postes de transformation      | Aménageur<br>Concession d'Aménagement<br>Ouvrages remis au concessionnaire pour incorporation dans sa concession<br><br>concessionnaire             | 100 % ZAC<br><br>100 concessionnaire % |
| Parc Paysager   | Aménageur ouvrage remis à la Ville de Montpellier   | 100 % ZAC                              |
| Alimentation en gaz<br>à l'intérieur de la ZAC<br>travaux réalisés par l'aménageur  | Concessionnaire   | Concessionnaire Rembourse l'aménageur  |
| Télécommunication et Vidéocommunication<br><br>- installations (génie civil)<br><br>- équipements (câbles...)                               | Aménageur<br>Concession d'Aménagement<br>Ouvrages remis à la Ville de MONTPELLIER<br><br>concessionnaire sur mise à disposition par la collectivité | 100 % ZAC<br><br>100 concessionnaire % |
| Equipement public de proximité  | Ville de Montpellier  | 100% Ville                             |

1128



## **COMPLEMENT AU PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS**

Approuvé par délibération du conseil municipal du 23 juillet 2012

Le projet de modification du programme des équipements publics est complété par les dispositions suivantes :

## **1. PARKING PUBLIC**

Le parking public de la ZAC du Nouveau St Roch vient compléter d'une part l'offre d'intermodalité du pôle d'échange de la gare et d'autre part participe au projet d'extension du centre ville comme maillon structurant entre le polygone et la Restanque en passant par l'opération Du Guesclin.

L'extension des secteurs piétons entre la Place de la Comédie et la gare induit naturellement un point de fixation du stationnement sur les limites définies par les changements du mode de déplacement.

Par ailleurs, l'homogénéité de l'offre de déplacement pour chaque mode de transport impose des services nouveaux pour faciliter et raccourcir les conditions et les délais dus au changement de mode.

Ainsi, le parking du Nouveau St Roch intégrera, outre sa fonction primaire, des services pour les modes de déplacements doux, une dépose minute, des facilités pour les pratiques de déplacements alternatives (voiture ou 2 roues motorisées de location courte durée, recharge pour véhicules électrique etc.). Bien évidemment ce parking s'adressera aussi à une clientèle plus vaste pour les riverains des quartiers adjacents, les professionnels de l'hypercentre par le biais d'abonnements modulables.

Afin de consommer le moins possible d'espace au sol, le parking sera édifié sur plusieurs niveaux.

Équipement recevant du public, le parking sera conforme aux normes d'accessibilités des handicapés et de personnes à mobilité réduite ainsi qu'aux dernières règles ou dispositions en matière de sécurité et plus généralement à l'ensemble des réglementations régissant ce type d'ouvrage.

### **1.2 Bases de conception**

#### **Exigences environnementales**

Le Maître d'Ouvrage s'est engagé dans une démarche en faveur du Développement Durable.

**Qualité architecturale :** tous les espaces doivent être particulièrement soignés de telles sortes que les ouvrages secondaires et de structures passent le plus inaperçus possible.

#### **Dimensions et caractéristiques dimensionnelles**

La norme NFP 91-100 est applicable à cet ouvrage . Parking en superstructure de 900 places environ en R+7

#### **Exigences fonctionnelles**

Le parc doit offrir des prestations fonctionnelles qualitatives de haut niveau, tout en restant dans un niveau économique acceptable. Ceci passe par les points essentiels suivants :

- une géométrie simple et lisible ;
- une circulation automobile claire et facile
- des plateaux de stationnement dégagés au maximum (confort, sécurité) ;
- un accès piéton public sécurisé (issue de secours sous alarme) ;
- un éclairage homogène, une ambiance musicale, des peintures aux sols ;
- des espaces piétons traités avec soin ;
- une vidéo-surveillance ;
- un maximum de transparence dans tous les lieux (escaliers, ascenseurs, locaux d'accueil) ;



## 2. PARC PUBLIC PAYSAGER

Le parc public paysager est financé pour partie par la Ville à travers sa participation aux équipements publics de la ZAC.

### COMPLEMENT AU TABLEAU DE FINANCEMENT DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT

| Nature des équipements           | Maître d'ouvrage                                      | Financement        |
|----------------------------------|---|--------------------|
| Parc Paysager                    | Aménageur ouvrage remis à la Ville de Montpellier     | 34 % ZAC 66% Ville |
| Parking public en superstructure | Concession d'Aménagement<br>Ouvrages remis à la Ville | 100% Ville         |

**Parc Darwin - Billetterie de la serre amazonienne  
Migration de la version GTS. V4 vers la version  
GTS.V5 du logiciel et contrat de maintenance pour la  
période 2014/2016**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2175/T/R en date du 1<sup>er</sup> septembre 2011, donnant délégation de signature à Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint au Maire délégué à la prévention, l'environnement, la santé et la biodiversité ;
- Vu le Code des marchés publics et en particulier l'article 35 II 4° ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier a retenu la société IREC SAS pour la fourniture du système de billetterie de la serre amazonienne à sa création en 2007, pour un montant de 76 862,98 € HT,
- Qu'il y a lieu de procéder à l'adaptation de cette installation en effectuant la migration de la version GTS.V4 du logiciel vers la version GTS.V5 et de mettre en œuvre un contrat de maintenance adapté à ces nouvelles conditions,
- Que la société IREC SAS, fournisseur initial titulaire des droits, seule habilitée à effectuer cette mise à jour et à assurer la maintenance de cette installation, a fait une offre économiquement satisfaisante,

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer à la société IREC SAS – Site de Chalembert, rue Evariste Galois – 86130 – JAUNAY CLAN – un marché sans publicité ni mise en concurrence référencé sous le n° 4B0023, pour un montant de 22 455,33 € HT comprenant 7 131 € HT pour le logiciel et 15 324,33 € HT de maintenance sur la période 2014/2016,
- D'imputer cette dépense sur le budget de la Ville – Direction du Parc Darwin - en la répartissant de manière suivante :  
2014 : 7 131 € HT - Nature : 2051 Fonction : 908232 et 5108,11 € HT - Nature : 6156 Fonction : 928232  
2015 : 5 108,11 € HT - Nature : 6156 Fonction : 928232  
2016 : 5 108,11 € HT - Nature : 6156 Fonction : 928232,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire,

*M42*



- De dire que Monsieur le Directeur général des services de la Ville et Monsieur le Percepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision,
- Que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot – 34000 – Montpellier.

Montpellier, le 03/02/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jacques TOUCHON

Publiée le : 04/02/2014  
Notifiée le :



**Administration Générale  
Service courrier  
Modification de la régie d'avances  
Diminution du montant de l'avance**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu le décret 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 24 janvier 1990, relative à la création d'une régie d'avances pour le service courrier,
- Vu la Décision du 15 mai 2002, relative à l'augmentation du montant de l'avance à 200 euros,
- Vu la Décision du 09 mai 2005 relative à l'augmentation du montant de l'avance à 500 euros,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 23/01/2013,

**Considérant** : que la régie a une activité limitée, et suite au contrôle de la Trésorerie Municipale, il a été préconisé de ramener le maximum de l'avance autorisée à 150 euros

**Décide en conséquence :**

1144



Article 1 : Il est maintenu une régie d'avance auprès de l'Administration Générale au service courrier.

Article 2 : La régie est située 1, place, Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2.

Article 3 : Les dépenses autorisées de la régie sont les suivantes :

- Envois spéciaux par Chronopost
- Colis taxés
- Lettres taxées

Ces dépenses sont imputées au chapitre 920.

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payés avec les modes de règlement suivants :

- Numéraire,

Article 5 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 150 euros.

Article 6 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois, et lors de sa sortie de fonction.

Article 7 : Le régisseur n'est pas assujetti au cautionnement.

Article 8 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Le régisseur et le mandataire doit prendre connaissance de son arrêté de nomination.

Article 9 : Le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision.

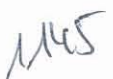
Montpellier, le 03/02/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 04/02/2014

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour l'achat et la pose d'une cellule de  
refroidissement rapide et d'une marmite de cuisson  
pour la préparation des repas des restaurants scolaires**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2881 du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY, Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat et à la pose d'une cellule de refroidissement rapide (Lot 1) et d'une marmite de cuisson (Lot 2) pour la préparation des repas des restaurants scolaires ;
- Qu'à la suite de la consultation d'entreprises spécialisées en date du 09/12/13, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise SOLANREF, sise 320 rue de la Garriguette – 34130 Saint Aunes a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1, et que l'entreprise SALAGER SERRA, sise 8, ZA Les Baronnes – 34730 Prades- le-Lez a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse (variante 2) pour le lot 2 ;

**Décide en conséquence :**

- **Lot 1 :** d'attribuer le marché 3C0641 précité à l'entreprise SOLANREF pour un montant de 34 659,60 € HT ;
- **Lot 2 :** d'attribuer le marché 3C0641 précité à l'entreprise SALAGER SERRA pour un montant de 39 750 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2014 de la Ville ; Section : Investissement – Fonction 902251-1 Nature 2188 Lignes de crédit 17757 (lot 1) et 14646 (lot 2)
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03/02/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Jean-Louis GELY

Publiée le : 04/02/2014  
Notifiée le :

1146



**Régies**  
**Transports de l'Agglomération de Montpellier**  
**Droits de stationnement**  
**Modification de la régie de recettes**  
**Modification du fonds de caisse**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu le décret 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 26 février 1992, relative à la création d'une régie de recettes pour la SMTU,
- Vu la Décision du 11 mars 1999, relative à la modification du montant de l'encaisse de la régie, pour la SMTU,
- Vu la Décision du 09 février 2006, relative aux modes d'encaissement des recettes, pour la TAM,
- Vu la Décision du 05 août 2009, relative à la mise en place du PIAF, pour la TAM,
- Vu la Décision du 23 juin 2010, relative à l'actualisation de la régie de la TAM,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 23/01/2014

**Considérant :**

**Qu'il est nécessaire de porter le fonds de caisse de 20 euros à 120 euros, il convient de modifier la Décision relative aux droits de stationnement de la TAM, tout en reprenant les règles relatives à la régie.**

**Décide en conséquence :**

Article 1 : Il est maintenu une régie de recette auprès de la TAM (Transports Agglomération Montpellier), pour l'encaissement des droits de stationnement sur le domaine public.

Article 2 : La régie est située 125, rue Léon Trotsky, 34000 Montpellier.

Article 3 : La régie encaisse les recettes de stationnement sur le domaine public sous les formes suivantes :

- Horodateurs fixes
- Horodateur individuels PIE : Parcmètres Individuels Embarqués
- Cartes Oxygène (rechargement et support en cas de perte ou de vol)
- Cartes mensuelles dites « cartes à gratter »
- Macarons destinés à certains professionnels désignés par Délibération du Conseil Municipal (abonnement et support en cas de perte ou de vol)

Les recettes sont imputées au chapitre 928.

Article 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont perçues selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèque
- Carte bancaire
- Paiement par internet

Les recettes sont perçues contre remise à l'usager de tickets.

**Article 5 : Un fond de caisse d'un montant de 120 € est mis à disposition du régisseur.**

Article 6 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert es qualité auprès du Trésor Public.

Article 7 : Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à 300 000 euros.

Article 8 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7, et au minimum une fois par mois.

Article 9 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois, et lors de sa sortie de fonction.

Article 10 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur. Le régisseur et les mandataires doivent prendre connaissance des conditions fixées dans l'acte de nomination.

Article 12 : Le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.



Article 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 03/02/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 04/02/2014

Notifiée le :

**CONTENTIEUX**  
**Madame Viviane GREL**  
**Recours contre décision du 23 octobre 2013 refusant de  
reconnaître les sequelles d'un accident du travail**

**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Madame Viviane GREL a introduit un recours (n°1305925-3) contre la décision du 23 octobre 2013 considérant qu'il n'existait aucune séquelle de l'accident de travail du 02 octobre 2012 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 03/02/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 04/02/2014  
Notifiée le :



**CONTENTIEUX**  
**Association Les Arceaux Figuerolles Ensemble**  
**Recours contre l'article 2 de l'arrêté du 11/10/2012**

**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que l'Association Les Arceaux Figuerolles Ensemble a introduit un recours (n°1400234-5) contre l'article 2 de l'arrêté de circulation permanent du 11 octobre 2012 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 03/02/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 04/02/2014  
Notifiée le :

**contentieux**  
**Ionel POPESCU c/ Ville de Montpellier**  
**Requête en injonction d'accueillir son enfant à l'école  
maternelle**

**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Monsieur Ionel POPESCU sollicite par une requête en référé (n°1400386-5) que sa fille soit accueillie au sein de l'école maternelle W.A.Mozart ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/02/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 05/02/2014  
Notifiée le :

1152



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée concernant un lieu de dépôt pour animaux  
domestiques ou sauvages trouvés errants, blessés ou en  
détresse sur le territoire de la commune de Montpellier**  
**Autorisation de signer le marché**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'Egalité des Droits et des Devoirs et à la Tranquillité Publique.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à l'Association S.O.S NATURE un marché de services à bons de commande portant sur un lieu de dépôt pour animaux domestiques ou sauvages trouvés errants, blessés ou en détresse sur le territoire de la commune de Montpellier ;
- Qu'en application de l'article 28.II du code des marchés publics, le Pouvoir Adjudicateur passe ce marché immatriculé 4B0005 sans publicité ni mise en concurrence préalables avec l'association SOS NATURE sise 79 Rue Victor Baltard – 34070 Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché de services précité à bons de commande sans minimum et un montant maximum de 5 000,00 Euros H.T. (Cinq mille Euros H.T.) à l'association S.O.S NATURE sur une durée de 12 mois à compter de la notification pour la durée initiale.  
Ce marché à bons de commande pourra être reconduit trois fois par tacite reconduction sur une période d'un an à l'issue de la période initiale.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Chapitre 921 - Fonction 122 - Nature 611 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/02/2014

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe  
délégée  
Régine SOUCHE

Publiée le : 06/02/2014  
Notifiée le :

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'R. Souche', written over the printed name 'Régine SOUCHE'.



**Marché de service à bons de commande pour  
l'ouverture et la fermeture des parcs et squares de la  
Ville de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'Arrêté 2011/21278 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES, Adjoint délégué,

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de choisir un prestataire pour l'ouverture et la fermeture des parcs et square de la Ville ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, en date du 7 janvier 2014, l'entreprise T2S GARDIENNAGE sise 145, rue Joe Dassin 34080 Montpellier , a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché 3D0696 à l'entreprise T2S GARDIENNAGE, pour une durée de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> février 2014 et pour un montant maximum de 85 000 € HT ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville section fonctionnement 928 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 07/21/2014

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

Philippe THINES

Publiée le : 10/21/2014

Notifiée le :

1155